

# Le Maroc et la Révolution dans la région arabe

C. Lotfi, P. Beaudet, O. Mansour, A. Boukhari, A.  
Yahya, A. Mouhib, Al-Mounadil-a



Formation Léon Lesoil asbl.  
20 rue Plantin 1070 Bruxelles – 0476/900.997  
[www.lcr-lagauche.be](http://www.lcr-lagauche.be)

# Genèse d'une indépendance

Par Chawqui Lotfi

En 1912, la signature des traités de protectorat découpe le Maroc en régions sous domination française et espagnole. Prétendant l'incapacité du pouvoir central à rembourser les emprunts contractés auprès des grandes banques, la France et l'Espagne officialisent la colonisation par ce traité. Le protectorat, jugé moins coûteux et plus facile à mettre en place qu'une annexion directe, s'appuie sur les autorités locales et le pouvoir du sultan afin d'instaurer une domination globale, en les associant aux différentes politiques mises en place.

Ce sera d'ailleurs une constante de la politique française. Il faudra néanmoins plus de 22 ans pour imposer une pacification des tribus traditionnellement hostiles à tout pouvoir central. L'épisode le plus connu, la guerre du Rif, a nécessité l'emploi de 800 000 hommes lourdement armés pour venir à bout d'une des premières grandes insurrections anticoloniales.

Pour autant, dès les années 1930, une contestation de la politique coloniale a émergé, cette fois dans les villes, à partir de la bourgeoisie urbaine et de jeunes intellectuels. Le Comité d'action marocaine, créé en 1934, élabore une plateforme modérée exigeant la stricte application du protectorat et, notamment, la suppression du dahir berbère, qui soumettait les régions berbérophones à une juridiction française, instaurant de fait une administration directe.

Le refus des autorités, les déceptions de la politique du Front populaire, le choix stratégique du grand patronat européen de s'appuyer sur les « féodaux » ont progressivement fermé l'espace d'une négociation dans le cadre du protectorat. La Deuxième Guerre mondiale a accéléré ce processus.

## Actions armées

En 1944, la formation du parti de l'Istiqlal (« Parti de l'indépendance », PI), dirigé par Alal El Fassi, réformateur libéral et religieux, et par Ben Barka, représentant de la jeune garde moderniste, unifie tous les groupes nationalistes et présente un manifeste où apparaît, pour la première fois, l'exigence de l'indépendance du Maroc dans son intégrité territoriale, sous l'égide du sultan. Ce parti, lié à des élites sociales et intellectuelles brimées par l'ordre colonial, cherchait à s'appuyer sur le sultan dans son combat nationaliste.

Ce dernier, de son côté, a pris conscience du danger d'être associé à l'ordre colonial, son rôle se cantonnant à approuver les décrets imposés par la Résidence - les autorités françaises - en cas de contestation majeure. En 1947, le PI annonce qu'il défend l'indépendance et il remet un mémorandum exigeant une révision des rapports franco-marocains, considérée par la Résidence comme une rupture unilatérale du traité établissant le protectorat.

Mais, derrière ces évolutions, c'est l'ensemble du nouveau climat social et politique qu'il faut avoir en tête. Dès 1945, les idées d'indépendance progressent dans tous les grands centres économiques. L'Union générale des syndicats confédérés du Maroc recrute massivement dans les milieux ouvriers, en même temps que se développent, dans tout le pays, des cellules nationalistes. En décembre 1952, l'assassinat du syndicaliste tunisien Ferhat Hached aboutit à de véritables émeutes ouvrières et populaires. L'ordre colonial en profite pour démanteler les partis, la presse et les organisations syndicales nationalistes. En même temps, il soutient un mouvement d'opposition au sultan, mené par le pacha de Marrakech, El Glaoui, représentant les « féodaux » devenus, à l'ombre du protectorat, de grands propriétaires fonciers dirigeant le pays d'une main de fer.

Le 20 août 1953, après de nouvelles journées d'émeutes, le roi est exilé. Il est remplacé par un sultan fantoche, Ben Arafa, candidat des féodaux et de la France. Cette situation ouvre la voie à une radicalisation politique et armée de plus en plus incontrôlable. En août 1955, plus d'un an après Diên Biên Phu et alors que l'Algérie est entrée en guerre, une nouvelle forme de résistance voit le jour à travers la formation d'une Armée de libération du Maroc (ALM), qui passe à l'action dans le Rif et le Moyen Atlas. Elle connaîtra un développement rapide, une branche agissant au Nord et l'autre au Sud. L'ALM se fixe pour objectif de lutter contre le colonialisme et les féodaux, mais aussi de combattre jusqu'à la libération totale

de tout le Maghreb. Dans les villes, le Croissant noir, impulsé par des militants proches du Parti communiste et de la Moundamma syria (organisation secrète proche du PI), mène des actions armées avec un véritable soutien populaire.

## **Monarchie**

Pour l'État français, il s'agit dès lors d'éviter l'ouverture d'un nouveau front, alors que la situation en Algérie s'enlise. Des contacts sont pris, à Aix-les-Bains, avec les nationalistes du PI. Le roi, ayant obtenu l'allégeance des caïds qui l'avait déposé, revient d'exil. Le 7 décembre 1955, le premier gouvernement marocain, mené par Berek Bekkai, homme du roi connu pour sa modération et chargé de négocier l'indépendance, est constitué. L'effondrement de l'autorité administrative et la poussée de l'ALM accélèrent l'abolition du traité de Fès instaurant le protectorat. « L'indépendance dans le cadre de l'interdépendance » est signée le 2 mars 1956 avec la France, le 7 avril avec l'Espagne.

Mais la lutte ne finit pas. Les années qui suivent sont celles d'un combat intense, où se jouent la construction politique de l'État indépendant, sa configuration institutionnelle et son rapport à l'ancienne métropole. Pour celle-ci, il s'agit de mettre fin aux actions armées, d'empêcher la mise en place d'un gouvernement moderniste et progressiste qui ne se contenterait pas d'une indépendance formelle. Très vite, la France optera pour une monarchie forte.

Le roi Mohammed V, associé par le PI à la lutte pour l'indépendance, jouit d'une popularité réelle, mais les partis nationalistes encadrent, de près ou de loin, toutes les forces organisées et disposent d'une assise de masse. L'Union marocaine du travail (UMT), syndicat nationaliste, possède à lui seul près de 500 000 adhérents. Une fois acquise l'indépendance, la question du pouvoir et de son partage est donc posée. La décision de la direction du PI de désarmer l'Armée de libération et les organisations urbaines militaires, par tous les moyens - y compris l'assassinat et la répression des noyaux irréductibles -, va peser.

Le soutien à la mise sur pied des Forces armées royales (FAR), sous l'autorité exclusive du prince, dès mai 1956, en recyclant les officiers et les troupes coloniales, sera également lourd de conséquences. Le PI apportera ainsi une crédibilité et une légitimité à un courant sécuritaire qui en manquait cruellement. Cette force de frappe et les services de police permettront à la monarchie - surtout au futur roi Hassan II - de construire l'architecture d'un pouvoir sans partage, contrairement aux vœux des nationalistes.

**Paru dans « Rouge », journal de la LCR (France) n° 2150 du 16 mars 2006.**

# La monarchie marocaine

Par Chawqui Lotfi

## Les fondements du pouvoir absolu

La monarchie comme pouvoir absolu est le fruit d'un processus historique parsemé de luttes et de conflits dont elle est sortie victorieuse au lendemain de l'indépendance. Si le Maroc précolonial était structuré par plusieurs centres de domination (tribus, caïds, zaouïas, confréries, corporations urbaines...), la colonisation a eu pour effet majeur d'établir une infrastructure administrative de contrôle social et politique permettant de construire la base matérielle d'un pouvoir central fort. A l'indépendance, il n'existait que trois forces potentielles à la maîtrise du pouvoir : le sultan, les caïds et le mouvement national

Les caïds constituaient une force conservatrice structurée d'autant plus qu'elle a bénéficié d'une large appropriation des terres durant la colonisation mais son enracinement régional, sa collaboration avec l'ordre colonial et son opposition au sultan l'avait discrédité. Pour autant, cette couche allait constituer un relais social et politique efficace dès le lendemain de l'indépendance pour à la fois contrer les tentatives d'enracinement du mouvement national dans les campagnes mais aussi, pour réactiver l'allégeance traditionnelle au makhzen. [1]

Le mouvement national s'est affaibli en raison de ses propres contradictions internes : confiné à une idéologie nationaliste bourgeoise salafiste, prisonnier d'une stratégie politique d'alliance avec la monarchie dont il a fait un acteur clef de l'indépendance aux yeux des masses populaires, acceptant le compromis avec l'impérialisme (les accords d'Aix les bains) autour d'une indépendance formelle, sans lien, voire parfois en opposition avec les résistances armées qu'il ne contrôlait pas (armée de libération, croissant noir...). Il s'est affaibli considérablement en acceptant d'une part, la construction des forces armées royales (FAR) sous le contrôle exclusif du prince héritier (le futur Hassan II) et une participation gouvernementale sans maîtrise du pouvoir et reposant sur la paix sociale (écrasement de dissidences rurales dans le rif, opération écouvillon détruisant l'armée de libération sud, 58, domestication des revendications ouvrières, dissolution du parti communiste...). Divisé, affaibli, reléguant la question de l'assemblée constituante à une date ultérieure, cherchant à maintenir à tout prix l'alliance avec la monarchie, il a donné toutes les armes à son adversaire.

La monarchie a su dans cette configuration établir en moins de 10 ans son hégémonie par la combinaison d'un certain arc de forces :

- Les FAR (Forces armées royales) issus du recyclage de l'armée coloniale et du démantèlement de l'armée de libération assuraient au pouvoir le monopole des moyens de coercition
- Le soutien de l'impérialisme
- l'alliance avec les caïds assuraient une domination incontestée sur les campagnes
- l'alliance avec l'Istiqlal [2] renvoyait à un processus plus large d'alliance avec les noyaux de la bourgeoisie commerçante
- la domestication bureaucratique de l'UMT [3] rendait possible une dépolitisation des revendications ouvrières

La répression de l'UNFP [4], l'intervention sanglante en Mars 1965 contre le soulèvement populaire à Casablanca sans réactions majeures des partis et des syndicats, l'assassinat de Benbarka et l'établissement du régime d'exception témoignait de cette inversion durable des rapports de force. Sur le plan institutionnel la question constitutionnelle s'est réduite à légaliser la monarchie, son caractère central et héréditaire. Mais au-delà des processus et événements politiques, la domination de la monarchie ne tient pas seulement à l'habileté ou aux manœuvres du roi, elle renvoie :

- à la réalité des forces sociales plus ou moins cristallisées
- à l'articulation entre les mécanismes de dominations et les mécanismes d'accumulation et notamment au type de développement capitaliste impulsé
- aux formes spécifiques de consensus et de légitimation et de reproduction du pouvoir

## Les forces sociales

Dans le Maroc de l'indépendance, aucune classe sociale n'est véritablement structurée et dotée d'une autonomie propre.

- La bourgeoisie n'avait pas de bases autonomes d'accumulation, sa force matérielle ne reposait pas ou très faiblement sur une base productive. Ses composantes principalement marchandes ont toujours été soumises au pouvoir qui assurait leur protection. Brimée par l'ordre colonial, elle restait également dépendante du marché mondial. Autrement dit la bourgeoisie naissante, elle-même composée de clans familiaux et régionaux concurrents, n'avait pas les moyens à partir de ses propres assises, d'imposer un régime d'accumulation assurant sa consolidation/ reproduction et de s'affirmer d'emblée comme une classe dirigeante. Son abdication face à la monarchie renvoie à cette faiblesse et dépendance organique.

- Les caïds s'ils ont pu constituer l'armature sociale d'une classe de grands et moyens propriétaires fonciers n'ont jamais pu s'imposer comme une classe unifiée au-delà des alliances et allégeances circonstanciels. Si la bourgeoisie urbaine n'avait aucune autorité politique dans les campagnes, l'inverse est vrai. Déstabilisé par les luttes nationales, son abdication politique face à la monarchie était la condition nécessaire du maintien de son autorité et son patrimoine foncier.

- Si aucun groupe dominant n'avait l'assise sociale, l'autorité politique et les moyens d'imposer une domination incontestée, la monarchie auréolée de son prestige national, apparaissait comme le sujet central de l'unification politique de leurs intérêts sociaux et qui possédait la force matérielle d'imposer l'ordre. La monarchie pour ressouder l'unité politique des classes dominantes s'est non seulement élevée au-dessus de ses fractions particulières mais aussi de toutes les classes sociales. Son caractère absolutiste est le reflet de la faible structuration sociale et politique des classes dominantes. On ne doit pas perdre de vue que dans les années 50/60, les classes dominantes avaient des assises régionales/ locales et n'avaient pas à proprement parler une existence nationale. Qu'est-ce qu'était la bourgeoisie à ce moment-là hors de son noyau fissuré ? qu'est-ce qu'était la classe des propriétaires fonciers dont les acquisitions foncières étaient récentes et les rivalités internes importantes ? Elles mêmes observaient la scène politique à partir de leurs intérêts immédiats et locaux. L'absolutisme a été la forme politique nécessaire à la cohésion des intérêts des classes dominantes à un niveau central. Les classes dominantes ne pouvaient exister nationalement que par l'intermédiaire d'un pouvoir central fort qui assurait leur cohésion stratégique, maîtrisait leurs conflits internes et anticipait sur leurs intérêts politiques. La monarchie ne faisait pas que réveiller les vieux réflexes d'allégeances, elle s'appuyait sur une réalité objective : l'incapacité des classes dominantes à exister comme classe dirigeante. En assurant une forme centralisée à l'expression politique de la domination de la bourgeoisie avant même la consolidation ultérieure de celle-ci sur le plan socio-économique, elle gagnait un poids spécifique et une autonomie réelle, renforcée par son rôle décisif dans le rétablissement de l'ordre.

- Si la monarchie exprime la faiblesse des classes dominantes à exister comme sujet indépendant, le pouvoir absolu témoigne aussi de l'incapacité des classes dominées à s'affranchir et se constituer comme bloc social et politique autonome. La structuration socio-économique des classes populaires en est un des éléments objectifs. Il n'y a pas de prolétariat concentré, le mode d'organisation sociale où domine les appartenances familiales et régionales, la prégnance du patriarcat ont été des vecteurs de contre-culture alternative, la domination de courants nationalistes populistes ou bureaucratiques a pesé. Les salariés dispersés dans des petites unités combinés à l'existence d'un vaste sous-prolétariat en situation de survie, le clientélisme d'état et le fonctionariat jouant comme facteur relatif d'intégration sociale, l'absence de secteurs de la paysannerie en situation de dissidence, tous ces éléments renvoient à des classes dominées profondément atomisées dont les expressions organisées sont révélatrices : syndicalisme catégoriel, opposition élitiste, émeutes et plus récemment clientélisme islamiste. L'atomisation des classes dominées n'est pas seulement un objectif social et politique du pouvoir, il est un des facteurs structurant du pouvoir absolu, une de ses conditions sociales et politiques.

## Les bases sociales de la légitimation

Si ces éléments expliquent les conditions sociales et politiques de l'affirmation de la monarchie comme pouvoir absolu, il faut essayer aussi d'expliquer la stratégie sur la durée de reproduction de ce pouvoir.

La légitimité du pouvoir repose en effet sur le maintien d'une dépendance des couches dominantes, sur

leur mise en concurrence pour que n'émerge ni une alliance , ni un pôle fort et autonome d'en haut. Les familles possédantes doivent, en terme de ressources économiques, patrimoines, relais politiques, moyens de pression passer par l'intermédiaire du palais. La stratégie de ce dernier est d'éviter la constitution de pôles économiques et politiques potentiellement concurrents.

Le deuxième élément de cette stratégie est le refus d'un développement aboutissant à l'émergence objective d'une paysannerie contestataire et d'une classe ouvrière massifiée.

Le troisième élément repose sur l'objectif de neutraliser les couches intermédiaires, « les classes moyennes » à la fois par un « clientélisme d'Etat », des canaux divers d'intégration sociale relative et une institutionnalisation politique.

Le quatrième facteur est le cantonnement des masses paupérisées à la périphérie de toute vie politique en la cantonnant dans la sphère de l'économie informelle.

Le cinquième élément est dans la construction d'une technobureaucratie formée, recruté sur la base de la loyauté plutôt que des compétences et bénéficiant de capacités d'enrichissement privé à partir des positions qu'elle occupe dans l'Etat.

Le sixième élément a été l'intégration du sommet de l'armée et des appareils répressifs à l'économie de la mafia.

Il ne s'agit pas de dire que la stratégie du palais était préméditée, mais elle s'est construite au cœur des contradictions sociales et politiques à partir de la nécessité d'orienter le développement social et économique à partir des objectifs de stabilité du pouvoir et de sa légitimation.

Cette orientation renvoie elle-même à deux facteurs objectifs :

- la particularité de la monarchie d'être plus qu'un pouvoir politique mais une fraction centrale des classes dominantes, « la plus grand entrepreneur et propriétaire »
- la nécessité pour les classes dominantes de maintenir le makhzen comme forme d'organisation de contrôle social et politique

Le maintien et la reconduction du makhzen renvoient à un processus spécifique de légitimation. En l'absence de révolution bourgeoise, la domination s'appuie sur les structures autoritaires issu du passé et notamment mais pas exclusivement de l'univers social des relations rurales héritées de la période coloniale. En l'absence d'une généralisation des rapports de productions capitalistes, les rapports de domination politique se sont appuyés sur les forces sociales précapitalistes ou semi capitalistes, d'autant plus qu'au Maroc la colonisation s'est appuyé sur les notables et le makhzen, les a renforcé même au lieu de se substituer à eux. Il reste que c'est à partir de cette réalité sociale et politique que s'est construit un modèle de développement et d'accumulation particulier. La forme du régime politique qui renvoie au type de structuration des classes dominantes n'a pas été un obstacle au développement du capitalisme mais lui a donné une configuration particulière. Autrement dit, le « capitalisme dépendant » a pris la forme d'un mode d'accumulation qui a permis de consolider et d'embourgeoiser, dans le cadre de la dépendance au marché mondial, les assises sociales traditionnel du pouvoir. Son insertion dans l'économie mondiale et un certain type de division internationale du travail s'est retrouvé pendant toute une période historique en concordance avec la stratégie de l'impérialisme (qui ne voulait pas d'une industrialisation, ni d'une économie compétitive) et la volonté politique des classes dominantes de ne pas bouleverser les rapports de propriété et de production dans les campagnes.

## **Dynamiques du capitalisme et légitimation**

Ces éléments expliquent la dynamique du capitalisme au Maroc : L'Etat a joué un rôle majeur dans la diffusion et consolidation de rapports capitalistes. Le secteur public a permis l'émergence d'une technobureaucratie qui fonctionne comme un soutien objectif du pouvoir mais aussi à fournir la base matérielle d'un développement privé du capital comprador autour du palais tout en maintenant une dépendance étroite des autres secteurs de la bourgeoisie. Le secteur public ne visait ni à renforcer le secteur productif ni à aider à l'émergence d'un capital privé autonome. Loin d'être le support au développement d'une économie intégrée où l'émergence d'un capitalisme concurrentiel, le secteur public a fonctionné comme le patrimoine de la fraction hégémonique, soit pour fructifier ses intérêts propres, soit

pour obtenir des allégeances. Si comme s'il s'agissait d'un propriétaire féodal qui règne et gouverne sur ses terres donne des concessions pour récompenser des loyautés ou obtenir des vassaux fidèles.

La libéralisation économique si elle met en crise ce modèle traditionnel n'aboutit pas pour autant à l'émergence d'un nouveau mode d'accumulation. Ce que l'on appelle le makhzen économique est toujours présent : il n'y a pas d'émergence d'un patronat moderniste malgré les tentatives d'autonomie qui apparaissent régulièrement. La campagne d'assainissement en 1996 a rappelé les règles d'allégeance. La CGEM [5] elle-même reste sous la mainmise du palais et les tentatives de créer des partis liés au patronat se sont tous soldées par des échecs. Ce que l'on appelle l'atf el malaki [6] en est un des instruments mais c'est aussi l'ensemble des contraintes juridiques, financières, économiques mis en place qui font que l'extension du secteur privé apparaît historiquement comme une concession faite par l'Etat et sous son contrôle et autour d'une dynamique qui évite à la fois une industrialisation et une réforme agraire. Le développement d'un capitalisme foncier (immobilier et agraire) a permis une intégration de la grande propriété dans les circuits capitalistes et une connexion plus étroite entre bourgeoisie d'affaire, propriétaires fonciers, bureaucratie répressive et civile d'Etat. Articulé à une économie mafieuse, il a renforcé le caractère parasitaire et dépendant de l'économie.

A ce stade de l'analyse, il est important de préciser deux critiques aux analyses courantes de la gauche :

1) certains considèrent que l'Etat makhzen n'est pas un Etat bourgeois. C'est confondre « régime politique » et « Etat ». Or ce dernier a été central dans la diffusion, consolidation des rapports de production capitaliste et dans la médiation par rapport à l'économie mondiale. C'est cette fonction qui lui confère une nature capitaliste. L'existence d'un régime politique makhzien traduit les rapports de force et la structuration sociale et politique qui existe dans toute la formation sociale où coexiste évidemment des classes et couches sociales qui ne se réduisent pas à une bourgeoisie et une classe ouvrière. La confusion des deux ne permet pas de comprendre que si la nécessité de légitimation et de domination influe sur le régime d'accumulation, elle ne signifie pas que cette dernière n'est pas capitaliste.

Elle ne permet pas de voir la consolidation capitaliste des classes dominantes quel que soit leur configuration sociale initiale. Le dépassement ou la rupture de l'Etat makhzen est pour ces analystes de gauche un dépassement des logiques de rentes et de monopoles du grand capital comprador au profit d'un Etat démocratique qui libérerait un capitalisme concurrentiel, compétitif, national et assurerait un vrai développement, sans voir non seulement la réalité de la dépendance objective de tous les secteurs de la bourgeoisie par rapport à son noyau dur tant sur le plan économique que politique.

## **A propos de la « démocratie de façade »**

L'analyse courante à gauche est soit d'affirmer que les institutions représentatives, le multipartisme, les élections etc.... ne sont que du vernis démocratique destiné à l'opinion extérieure. Ou bien une spécificité liée à l'histoire politique des luttes pour le pouvoir entre la monarchie et le mouvement national. Pour diviser, affaiblir, neutraliser ce dernier et se procurer des soutiens politiques, la monarchie aurait opté pour le multipartisme d'autant plus que la période d'exception, les coups d'état militaires, le Sahara auraient montré la fragilité du pouvoir personnel et la nécessité d'une ouverture démocratique. On peut rajouter l'effet sur la durée des luttes démocratiques qui auraient abouti à des concessions....une partie de ces éléments d'explication est juste mais cela n'explique pas pourquoi la monarchie a besoin d'adopter des « formes démocratiques », quelque soit la conjoncture politique. A vrai dire ces « formes » qui ne traduisent aucune transition démocratique ne se réduisent pas non plus à un simple vernis. La démocratie de façade a une fonction sociale et politique vitale pour la monarchie. Pour quelles raisons ?

La première est que la légitimité makhzénienne est trop étroite : être commandeur des croyants ne suffit pas à légitimer l'ordre établi dans une société où la diffusion des rapports marchands et l'intégration à l'économie et culture mondiale bouleverse les structures sociales, culturelles, met en crise les relais d'autorité classique (allégeance patriarcale, appartenance tribale, autorités religieuses traditionnelles...). Si la diffusion limitée, inégale des rapports capitalistes nécessite le maintien d'une légitimité non capitaliste, en même temps le développement de l'état « moderne » ( bourgeois ) rend nécessaire l'utilisation d'une légitimité « moderne » ( bourgeoise). Autrement dit, le système de légitimation est une combinaison objective entre une légitimité précapitaliste (makhzénienne) et une légitimité bourgeoise traduisant le fait que la monarchie défend par des moyens spécifiques un ordre bourgeois. Le nombre de réformes constitutionnelles, le détail mis dans la réglementation du système politique, leur évolution permanente traduit cette obsession de la monarchie absolue d'exister aussi comme pouvoir légal.

La deuxième raison tient à la nécessité de compenser la faiblesse de la base sociale directe de la monarchie par une intégration politique de secteurs de la classe moyenne et différents catégories de possédants à partir d'équilibres politiques, sectoriels et régionaux assurant à la monarchie des appuis institutionnels sans qu'elle soit elle-même directement dépendante. La faible autonomie sociale et politique de ces secteurs permet une ouverture qui continue de fonctionner en circuit fermé par rapport à la masse de la population. Ce pluralisme de façade est destiné à faciliter dans le contexte actuel l'intégration étatique la plus large possible de la société civile et à offrir au pouvoir des ressources stratégiques pour gérer la montée en puissance des mouvements contestataires. L'essor de la société civile et l'affaiblissement de la capacité redistributive de l'Etat pousse à une stratégie réaliste des appareils d'états pour consolider leurs pouvoirs en courant moins de risques qu'en maintenant un absolutisme de façade, ce qui correspond d'ailleurs à une tendance générale dans le monde arabe sous des degrés variables.

La troisième raison tient aux contraintes propres de la gestion gouvernementale au sens large. Si la monarchie est une direction politique effective et qu'elle contrôle les centres de décisions de l'Etat, la continuité de ce dernier, son implication dans des fonctions globales de contrôle et d'intervention dans tout le champ social et économique nécessite et repose sur un appareil bureaucratique sophistiqué. L'Etat ne peut fonctionner sans corps intermédiaire, c'est devenu une machine sophistiquée dont le fonctionnement quotidien ne peut être géré par le seul cabinet royal où des hauts fonctionnaires nommés. Le « démocratisation » du régime traduit la nécessité de forger, coopter, contrôler, renouveler des élites

C'est à partir de ces éléments qu'il faut comprendre les caractéristiques propres de la démocratie de façade.

## **Rôle et fonctions des partis**

Les partis ne sont pas l'expression politique d'intérêts sociaux divergents dont l'objectif serait la conquête ou le partage du pouvoir. Le pluralisme octroyé n'est pas l'expression d'un pluralisme social ou des contradictions qui naissent dans la structure sociale. Les partis sont confinés à des fonctions secondaires de sélection des élites qui vont participer à la gestion des affaires communes. Le profil de parti consacré par la loi est un parti de gestion placé sous tutelle directe ou indirecte du ministère de l'intérieur et qui ne peut concurrencer l'Etat dans l'usage légitime des ressources symboliques, identitaires comme la religion, la race, la langue, la région. Il ne peut prétendre à une autonomie de projet. Une telle conception ne reconnaît aucun statut aux partis d'opposition.

Le pouvoir ne gouverne pas avec les partis mais à travers eux. Cette fonction ne signifie pas que tous les partis sont le produit du palais mais la limitation du changement institutionnel a constitué l'une des conditions imposées aux partis avant toute « ouverture politique ». A chaque fois l'exécutif a imposé des bornes et des limites aux forces de l'opposition : respect des équilibres macroéconomiques, ministères de souveraineté, autonomie de l'administration territoriale et des corps non élus, respect du monopole politique du trône. L'intégration par l'ensemble des partis de ce consensus est la condition du pluralisme. Mais cette intégration est partiellement le fruit de la bureaucratization interne des partis et de leur idéologie historique réformiste ou semi-réformiste. Bureaucratization qui tient au fonctionnement interne de ces partis mais aussi à l'adaptation aux institutions de l'Etat dans le cadre du « processus démocratique ». Cette adaptation secrétant privilèges de fonction, corruption, clientélisme d'Etat, ont cristallisé opportunisme et électoralisme.

Ce pluralisme va de pair avec une maîtrise de la carte politique à la fois dans les institutions représentatives et par les règles électorales. Ainsi le parlement ne dispose pas de moyens d'évaluation des politiques publiques et ne participe pas réellement au débat budgétaire ni aux débats stratégiques. Ses compétences sont réduites au minimum, encadrés par une deuxième chambre, vidés de toute portée exécutive par l'indépendance des walis (« préfets ») et la multiplication d'instances technocratiques extra parlementaires (commission, fondations, agences, hauts commissariats, associations.) Et le recours fréquents à l'article 19.

Le système de représentation adopté est le plus adapté à la domestication des partis. Au Maroc, pendant longtemps le choix d'un scrutin uninominal à un tour a permis d'éviter toute polarisation de la vie politique et rend impossible l'émergence d'un gouvernement homogène. Les dispositifs adoptés visent une dépolitisation de l'opposition au sens où celle-ci accepte en contrepartie de sa participation institutionnelle ne pas contester les fondements du régime ni ses titulaires. Ce sont des élections sans choix dans un jeu



politique désamorçé mais suffisamment attrayant pour que les partis soient en mesure de mobiliser leurs bases électorales et d'approcher les lieux de pouvoir afin de capter les ressources pour leur appareils , cadres, relais et réseau de clientèle. Toute la fonction de récupération par le pouvoir des partis, sa capacité à intégrer des nouveaux, à domestiquer l'opposition repose sur cette base politique et matérielle

Il faut rajouter à cela :

- Que la domination quasi-totale du makhzen dans les campagnes a fait que vote paysan est pour l'essentiel un vote d'allégeance
- la multiplication des partis à louer, structures sans cohésion ni stabilité, créés le temps d'un scrutin pour donner une étiquette partisane à des notables ou réseaux de clientèles, tend à illustrer la lutte électorale comme une lutte de places
- la montée du coût financier des campagnes électorales rend impossible une indépendance politique par rapport aux institutions ou financeurs privés
- l'usage politique de la fraude (inscription multiple sur les listes électorales, manipulation des cartes d'électeurs, propagande illégale, vote multiple, bourrage ou enlèvement des urnes) enlève toute possibilité de transparence.

Les élections sont un moyen pour le pouvoir de relégitimer son hégémonie en réduisant le jeu électoral à une simple technique d'intégration et de renouvellement.

Dans ces conditions, le multipartisme souffre d'un handicap structurel et d'un rapport de forces trop déséquilibré pour être en mesure de bouleverser les lignes de partage du pouvoir. Pour cette raison même, le pouvoir peut tolérer, sans légitimer, jusqu'à une certaine limite des forces antisystème, sans cesser de les réprimer quand c'est nécessaire. Plus précisément le pouvoir à durant cette dernière décennie opter pour différentes méthodes de contrôle et de canalisation :

- D'abord en se « réappropriant des revendications très présentes pour mieux les contrôler : chaque question sociale ou politique portée par la société civile ou des forces organisées a été l'objet d'un traitement spécifique (création de la cnja pour répondre à l'association des chômeurs, commission pour l'intégration des femmes, ccdh et instance nationale de réconciliation pour les droits de l'homme, amazigh...). Il s'agit à chaque fois de désamorcer une contestation en neutralisant la revendication et cherchant à associer une partie de ses acteurs, et ainsi les coopter.
- En rappelant systématiquement et régulièrement, par la force ou des moyens de pressions multiples, les ligne rouge à ne pas franchir.
- En dosant répression préventive, répression ciblée et inclusion jusqu'à un certain seuil des possibilités de critiques et de contestation.

Les conclusions de ces analyses sont évidentes. :

La démocratie de façade, sur le plan institutionnel, n'offre pas un espace politique même limité et ambiguë pour porter une contestation électorale indépendante et crédible. Encore moins pour développer de l'intérieur les prémisses d'une transition démocratique. L'avènement du nouveau roi n'a pas été accompagné d'un changement de régime et sa stabilité et continuité dépend de sa capacité à introduire des changements ou à reconduire la croyance dans leur réalisation future tout en maintenant son emprise sur les différentes forces sociales, économiques et politiques qui pourraient le questionner ou l'appuyer.

Les réformes des lois sur les libertés publiques s'inscrit dans une logique sécuritaire qu'achève la promulgation de la loi contre le terrorisme. Cette légitimation par la justice (juridiciarisation) de l'autoritarisme participe au renouvellement du droit de l'état au nom de l'état de droit. Le consensus continue à être érigé en vecteur de débats contribuant à leur dépolitisation.

Mais En acceptant d'une manière répétée la soumission du jeu électoral aux logiques d'intégration et de cooptation par le haut, les partis se discréditent auprès du corps social. Les modes de gestion de l'autonomisation du social par les moyens classiques de coercition et de clientélisation ne sont plus opérationnels et risque d'accentuer à terme l'isolement de l'Etat. Dans ces conditions, la monarchie s'expose plus en s'investissant dans tous les domaines que ce soit le champ social, politique ou religieux sans renoncer à son hégémonie au sein de l'économie ou les affaires extérieure. Elle cherche à dessiner une nouvelle carte politique autour d'une alliance entre technobureaucratie, appareil sécuritaire et militaire

et nouvelles forces politiques (parti de la justice et du développement, d'obédience islamiste loyaliste) , tout en maintenant une capacité d'intégration large et diversifiée, toujours dans l'esprit de la « constitution non écrite ».

Avant d'aborder les contradictions et la crise du régime, il importe de souligner, à partir de cette analyse nos divergences avec la gauche démocratique et radicale.

## **Ce qui fait débat...**

Toute stratégie politique qui vise à un simple rééquilibrage des pouvoirs (entre parlements, assemblée municipales et exécutif, entre monarchie et partis) sans remettre en cause les institutions aboutit à chercher à résoudre une équation impossible. Cette stratégie vise en fait à consacrer un compromis historique avec la monarchie sans voir que cette dernière est la cristallisation d'intérêts sociaux et d'un mode de fonctionnement qui repose sur une alliance complexe de forces sociales ( bureaucratie civile et militaire, propriétaires fonciers et notables, hommes d'affaires locaux et étrangers, clientèles d'élus locaux et nationaux...) que la monarchie divise, segmente, équilibre en fonction des exigences de maintien de sa suprématie tout en sauvegardant leurs intérêts. Cette architecture complexe qui domine la vie concrète des institutions ne peut être remis en cause par une simple stratégie de rééquilibrage des pouvoirs. L'erreur de cette stratégie est d'ignorer les fondements sociaux du pouvoir et le fait que les institutions ne sont pas neutres. Comme toute tentative de remettre en cause le système de privilèges et de rentes constitue à la fois la une menace pour l'équilibre entre les élites dominantes et donc pour la monarchie elle même, cette dernière ne peut s'engager dans des réformes sans se remettre en cause.

Elle ignore ou relativise aussi les capacités d'intégration et de neutralisation du pouvoir que permet une stratégie participative même limitée ou critique. Exiger des réformes constitutionnelles sans remettre en cause les fondements de la monarchie mène à la paralysie politique et au maintien d'une stratégie défensive. C'est l'erreur stratégique fondamentale de du parti socialiste unifié (PSU) et d'autres courants en voie de satellisation (Parti de l'avant-garde démocratique socialiste : PADS)

A son tour, toute stratégie politique qui se focalise sur la revendication de l'assemblée constituante sans préciser que les conditions politiques de son émergence nécessite au préalable une crise ouverte du pouvoir et sa contestation majoritaire et au-delà du changement de l'organisation juridique des pouvoirs, un changement et une rupture avec l'ensemble des institutions du pouvoir, risque de faire de cette revendication un slogan creux. Elle risque de laisser la porte ouverte à une issue institutionnelle de la crise (nomination d'une instance nationale par qui ?), voire masquer une pratique d'adaptation (participation ou positionnement électoral) ou reproduire la coupure lutte sociale/lutte démocratique.

Quand aux positions des camarades du groupe el mounadil [7], tel qu'elle s'exprime dans leur journal illustre une incompréhension du fonctionnement du système politique. La comparaison avec la tactique parlementaire des bolcheviks est a historique.. Peut on comparer le tsarisme avec un makhzen qui non seulement verrouille le champ politique mais fait des institutions représentatives un moyen direct de sa propre légitimation ? Peut on comparer cette situation avec un makhzen dont l'appareil d'état à une longue expérience de récupération, instrumentalisation, d'intervention dans la vie interne des partis dès qu'ils acceptent le jeu électoral ? Et même quand ils ne l'acceptent pas ! Peut on reprocher à la voie démocratique [8] d'appeler à un boycott des processus électoraux à venir car ce serait une adaptation passive au niveau de conscience des masses (abstentionniste) et en même temps les appeler indirectement participer aux élections, pour avoir un groupe parlementaire révolutionnaire comme si le parlement peut être ou devenir une tribune politique ? L'erreur des camarades est de confondre espace légal et institutions. La participation aux syndicats n'est pas de même nature que la participation aux institutions. La frontière est que ces dernières sont parties intégrante de l'appareil de domination et participent directement à sa reproduction. C'est aussi oublier que la coupure entre contradictions sociales et traduction politique institutionnelle est au cœur du fonctionnement du système.

## **Où va la monarchie ?**

La monarchie est au centre du pouvoir. Ce dernier est organisé d'une manière concentrique. Un premier cercle est constitué par la famille royale et le cabinet royal. A cette fin la cour devient un dispositif essentiel : elle garantit la surveillance de près des sommets de l'Etat, des acteurs majeurs de la vie sociale, économique et politique, et permet par la stratégie de rentes et gratifications royales la

consolidation des richesses où leur remise en cause. Un deuxième cercle est composé par les grands commis de l'état, les représentants des corps non élus (armée, corps répressif, dignitaires religieux, technocrates). Un troisième cercle est constitué par les bureaucraties civiles, les représentants des partis, les élus, les élites médiatiques et de la société civile, Un quatrième cercle repose sur le clientélisme d'état appuyé par une corruption directe ou indirecte, qui permet de maintenir des loyautés au pouvoir à tous les niveaux de la société et d'étendre les fonctions et les moyens de contrôle social.

Cette organisation concentrique est évidemment schématique, mais elle permet de comprendre que le « makhzen politique » est comme un arbre qui a des racines multiples, grandes et petites qui vont en profondeur dans la société.

Reste que ce système est « sous contraintes ». Sa survie et reproduction dépendent de sa capacité à maîtriser les contradictions qui émergent à tous les niveaux de la société et qu'il produit lui-même. Résumons ces contradictions qui fragilisent la démocratie de façade et ouvrent la possibilité de sa remise en cause :

1) le pluralisme politique entériné pour ne pas permettre l'émergence de la question sociale et sa politisation, pour avorter toute expression politique indépendante des forces sociales, est en crise. Les partis ne servent plus d'intermédiaires crédibles entre le pouvoir politique et le corps social. Plus largement, l'ensemble des institutions de l'Etat sont vécus comme corrompus, nullement représentatifs des intérêts des citoyens et incapables d'apporter un changement. La tentative d'asseoir le PJD comme opposition responsable et comme parti gouvernemental risque rapidement d'être discrédité en l'absence de marges de manœuvres pour entamer des réformes partielles et l'acceptation des politiques libérales et sécuritaires par ce parti. Compte tenu des structures institutionnelles, sa bureaucratisation est en marche. La mise en œuvre d'un nouveau mode de scrutin et de règles électorales visent à rendre possible un marché électoral dominé par des stratégies d'alliances autour de grands partis gouvernementaux exerçant ainsi un chantage institutionnel sur les petites formations. Egalement à éviter une fragmentation excessive qui participe au discrédit des élections et à intégrer la mouvance islamiste dans des gouvernements « larges » et bien sûr à exclure les formations radicales. Mais cette nouvelle architecture visant à réaménager la carte politique ne résout pas la crise globale des institutions et des partis

2) La réduction des fonctions sociales de l'état, la destruction latente de tout service public par le biais des compressions budgétaires et les privatisations réduisent les capacités redistributives de l'Etat, accentuées par le vol organisé de l'argent public et son détournement par la mafia, tout cela affecte les bases matérielles du clientélisme d'état et plus largement des moyens d'assurer une stabilité sociale y compris pour les couches sociales les mieux protégées (fonctionnaires, couches moyennes...)

3) La capacité du pouvoir à maintenir des espaces d'accumulation et de mobilité sociale pour la petite et moyenne bourgeoisie se restreint en raison à la fois de la mainmise croissante des multinationales et de la concentration du capital local mais aussi en raison de la libéralisation de la concurrence qui affecte les secteurs insuffisamment compétitifs, largement majoritaires.

4) la consolidation de grandes fortunes, le développement du capital privé a permis à un secteur du patronat de s'émanciper, au moins partiellement, du contrôle économique du palais et surtout, fait nouveau, l'expression de contradictions d'intérêts économiques, de la logique de concurrence se développe. Que ce soit par les doléances des associations professionnelles, la lutte acharnée autour du contrôle du système bancaire, la contestation du monopole d'activité de l'ONA sur une série d'activités, les tentatives de lobbying politiques, la gestion des privatisations, les politiques de « mise à niveau », les classes dirigeantes se fractionnent en clans aux intérêts immédiats contradictoires. La campagne d'assainissement en 1996, la tentative d'avorter ou de cantonner la formation de partis patronaux modernes en est l'illustration.

5) le fondement historique de la stabilité politique du pouvoir à savoir la maîtrise des campagnes connaît une crise sans précédent. Depuis la signature des accords de libre échange, le Maroc a entériné la fin de l'exceptionnalité du secteur agricole. Le risque n'est pas seulement l'impulsion de vagues d'exodes ruraux beaucoup plus importantes que par le passé, compliquant la gestion urbaine des conflits sociaux mais aussi le risque du réveil d'une contestation paysanne face à l'épuisement de ses maigres ressources, l'expropriation rampante de leurs terres au profit d'une agriculture d'exportation concentrée et monopolisant les sources d'eau, la libéralisation de la concurrence, l'étouffement des souks. L'émergence de mouvements de luttes dans des régions rurales est un indice de cette transformation. Il faut rajouter

aussi que les petits et moyens propriétaires, historiquement clientèle relais des notables ou fraction de ces derniers, seront également affectés par cette dynamique.

6) Ce n'est pas seulement la légitimité moderne du pouvoir qui est en crise mais aussi sa légitimité traditionnelle. La montée du mouvement islamiste, l'acceptation d'une de ses fractions par les élites a des conséquences souterraines. Le trône n'a plus le monopole politique de la référence religieuse, c'est son statut même de commandeur de croyants qui est entamé.

7) L'ouverture dite démocratique a atteint ses limites. La liberté de la presse est régulièrement attaquée et mise sous pression. La justice, non seulement, ne s'est pas émancipé de l'exécutif mais participe pleinement à l'institutionnalisation légale des nouvelles procédures sécuritaires. La société civile reste fortement encadrée pour suppléer les carences de l'Etat en matière sociale mais aussi pour trouver de nouvelles formes d'encadrement de la contestation. La gestion de la contestation alterne répression, isolement et tentative de cooptation. Sur le plan politique aucune réforme institutionnelle n'est envisagée. L'ensemble de cette situation nourrit un désenchantement par rapport aux attentes démocratiques y compris dans les sphères de l'intelligentsia libérale.

8) La montée de mouvements socioculturels régionaux est un fait qui prend de l'ampleur.. La politisation et l'enracinement d'un mouvement culturel berbère, malgré les tentatives d'instrumentalisation et de division, peuvent accélérer une double crise. Celle d'un pouvoir qui se veut symbole de l'unité de la nation mais est incapable de répondre aux revendications démocratiques de reconnaissance de l'identité berbère à tous les niveaux, celles des conceptions qui se fondent sur la prééminence de l'héritage arabe islamique (mouvements islamistes) , nationaliste jacobin (gauche traditionnelle) . Si tout dépend du contenu de sa politisation, et de sa capacité à lier la lutte contre la marginalisation sociale de régions entières et la défense de leurs identité, le mouvement berbère peut devenir potentiellement un facteur de crise majeur des fondements mêmes de l'Etat. A une autre échelle, la montée d'une nouvelle génération sahraouie indépendante au cœur même des territoires administrées/ occupées peut devenir une équation impossible pour le régime et la possibilité de renouveler le combat pour l'unité et l'autodétermination des peuples.

9) L'impérialisme, notamment les dirigeants français et américains n'excluent pas le risque d'une chute de régime à moyen terme compte tenu à la fois d'une situation sociale explosive et de la montée d'un mouvement islamiste. Les contacts pris avec les différentes tendances de celle ci notamment du côté américain indique bien la préparation d'une solution de rechange au cas où...

10) Face à ces éléments de crise la monarchie s'expose de plus en plus et intervient sur tous les fronts, mais en s'exposant elle prend aussi le risque d'apparaître pour ce qu'elle est : un pouvoir qui a une responsabilité directe dans la situation sociale. Mais surtout un tel engagement ne repose au fond que la gestion au coup par coup des situations de tension et par de nouvelles couches de peinture sur la crise qui affecte la société dans son ensemble. Ce qui est explosif pour les classes dominantes, c'est d'abord elle-même : la coupure des élites avec le peuple, son arrogance, sa soif illimité de profits, son caractère de mafia légale est devenu tellement profond que la question n'est pas de savoir si le régime va tomber mais quand, comment et par qui.

Il n'y a aucune issue dans le cadre des institutions actuelles à la fois aux contradictions sociales et économiques qu'impose un régime d'accumulation dépendant porteur d'un libéralisme sauvage ni aux contradictions politiques qu'impose une démocratie de façade à bout de souffle.

## 1er avril 2007

[1] Makhzen : designe l'appareil d'état administratif et sécuritaire.

[2] Istiqlal : Parti de l'indépendance dirigé lié aux intérêts de la bourgeoisie traditionnelle.

[3] UMT : Union marocaine du Travail : premier syndicat historique dont la direction bureaucratique est proche du pouvoir et des milieux patronaux.

[4] UNFP : Union nationale des forces populaires, scission de gauche de l'Istiqlal, ancêtre de l'Union socialiste des forces populaires qui est aujourd'hui un parti social libéral gouvernemental.

[5] CGEM : confédération patronal.

[6] al atf el malaki : désigne une gratification royale.

[7] al mounadil : journal de l'un des courants marxistes révolutionnaires.

[8] Voie démocratique : courant issue de la gauche marxiste léniniste des années 70.

# Sahara occidental : le désert convoité

**Par Pierre Beaudet**

Depuis des années, la question du Sahara occidental a pratiquement disparu des écrans radars politiques. L'Onu et le monde préfèrent regarder ailleurs.

Depuis 30 ans, le conflit du Sahara occidental reste entier. D'un côté, la majorité de la population locale, les Sahraouis, aspire à l'indépendance. De l'autre, le Maroc a pris le contrôle du territoire après le retrait espagnol en 1975 et il affirme détenir la souveraineté sur ce territoire riche en phosphate et potentiellement riche en pétrole. Pour justifier l'annexion du territoire, le pays évoque les liens de longue date qui unissaient le sultan du Maroc et les tribus vivant au Sahara occidental.

L'argument marocain a été rejeté par la Cour internationale de justice en 1975. Depuis, l'ONU tente tant bien que mal d'y organiser un référendum, ce qui pourrait démontrer une fois pour toutes ce que veulent les Sahraouis. Mais l'État marocain tergiverse et cherche à éviter le moment de vérité qui pourrait cependant survenir plus tôt que plus tard.

Pendant que la mission onusienne sur place au Sahara occidental attend Godot, la population s'impatiente. Des dizaines de milliers de familles séparées par une barrière construite par le Maroc à travers le territoire, ainsi que des milliers de réfugiés en Algérie, subissent les contrecoups de cette impasse politique. Entre-temps, selon Peter Van Walsum qui dirige la mission des Nations unies sur place (la MINURSO), la vie est bien difficile.

Pour sa part, dans son dernier rapport annuel, Human Rights Watch souligne les abus régulièrement commis par la police et par l'armée contre des civils. Lors de manifestations pacifiques de mai 2005, des dizaines de personnes ont été brutalisées et arrêtées. Un manifestant, Hamdi Lembarki, a été tué par des policiers. Il faut dire qu'un procès est en cours contre les responsables de ces exactions. Mais les Sahraouis sont sceptiques quant à la volonté de l'État de punir les coupables.

## Intifada

Depuis ces manifestations, qualifiées d'«intifada sahraouie» par la presse marocaine, la situation reste tendue. La colère des jeunes, en particulier, atteint des sommets. Au point où ils ne craignent plus d'affronter les autorités marocaines. Sur les murs des bâtiments administratifs à Laayoune (la principale ville du Sahara), les graffitis pro-indépendance et les couleurs rouge, verte, blanche et noire du Front Polisario s'affichent partout.

Pour le moment, le Polisario, qui a proclamé la République arabe sahraouie et démocratique en 1976, maintient sa politique de résistance civile non violente. Mais dans les camps de réfugiés localisés en Algérie, où plus de 165 000 Sahraouis sont en attente, l'organisation indépendantiste dispose d'une force militaire qui pourrait être réactivée. Cela avait été le cas lors de la très coûteuse guerre de guérilla qui a ravagé le pays, de 1976 à 1991.

A plusieurs reprises, l'ONU a cherché une solution politique au conflit, en promettant d'organiser un référendum sous la supervision de la communauté internationale. En 2000, au début de son règne, le nouveau roi marocain, Mohamed VI, avait même semblé afficher une certaine ouverture. En 2003 toutefois, la porte s'est encore une fois refermée. Le compromis proposé par l'ONU, suggérant une période transitoire d'autonomie de quatre ans et un référendum avec trois options (l'indépendance, l'intégration au Maroc et l'autonomie) a été rejeté par le Maroc. Par contre, à la surprise générale, il avait été accepté par le Polisario.

Depuis, rien de bouge. Les États-Unis et la France font pression sur le Polisario pour qu'il abandonne son objectif d'un État indépendant et qu'il négocie les termes d'une autonomie aux contours mal définis. Mais les dirigeants du Front estiment que le temps joue pour eux. Ils se sentent confiants de l'appui populaire,

aussi bien dans les territoires contrôlés par le Maroc que parmi la communauté exilée. Également, le Polisario sait qu'il peut compter sur l'appui de l'Algérie, qui joue son propre jeu dans cette affaire. Alger aspire toujours à exercer une hégémonie régionale, ce qui veut dire affaiblir le Maroc dans le contexte de l'épineux conflit du Sahara.

## **Le Maroc malade du Sahara**

Longtemps considéré comme le fief des appareils de sécurité et de diverses mafias associées au régime, le Sahara est maintenant perçu comme un fardeau par la société marocaine. Désormais, plusieurs des grands tabous qui avaient été imposés dans la période antérieure sont ouvertement débattus, y compris celui de l'irréversible « marocanité » du Sahara. Dans les médias et les forums publics, il n'est plus rare d'entendre des Marocains dire que toute cette « histoire » devrait être liquidée une fois pour toutes et que le Maroc devrait laisser les Sahraouis décider de leur propre sort.

La grogne est perceptible au Maroc, d'autant plus que la crise sociale et économique larvée continue de s'aggraver, notamment avec un chômage élevé. Le roi Mohamed VI, qui avait suscité de fortes attentes au sein de la population, apparaît de plus en plus contesté. La fronde des diverses factions politiques et militaires témoigne des turbulences qui traversent la société en profondeur. Et l'actuelle chasse aux islamistes, justifiée par la perpétration d'attentats terroristes, ne pourra probablement pas régler le problème.

La dernière résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sur le conflit du Sahara, votée le 31 octobre dernier, se contente de vœux pieux pour une « paix juste et négociée », sans imposer de pressions contre le blocage marocain. Les Sahraouis soulignent que ce manque de volonté relève d'une politique de deux poids deux mesures. En effet, cette timidité de l'ONU tranche avec l'intervention de la communauté internationale qui a permis le référendum (et la sécession subséquente) du Timor oriental, et qui s'apprête à accorder aux Kosovars la possibilité de constituer un État indépendant.

Parallèlement, le Maroc tente de consolider sa position en tant que « meilleur ami » des Occidentaux dans la région. Le royaume s'est vite impliqué dans la « guerre sans fin » de George W. Bush, en accentuant la coopération militaire. Le Maroc a aussi accepté d'accueillir des lieux de détention secrets, où de présumés supporters de Ben Laden ont été torturés. L'affaire, toujours niée par les autorités marocaines, a été confirmée par une enquête du Parlement.

Pour le Maroc, les enjeux apparaissent énormes. D'autant plus que Washington ne se gêne pas pour courtiser l'éternel rival algérien, qui se présente lui aussi comme le futur garant de la pax americana en Afrique du Nord. En jouant le Maroc contre l'Algérie et en manipulant la crise du Sahara, les États-Unis espèrent verrouiller cette région dans le contexte de leurs vastes ambitions de « réingénierie » du monde. Reste à savoir combien de temps les Sahraouis attendront encore.

**Paru sur le site d'Alternatives. 1er juin 2007**

## **L'indispensable autodétermination**

**Par Omar Mansour, Jean-Luc Grue**

**Créé il y a 35 ans, le Front Polisario continue de se battre pour l'indépendance du Sahara occidental, toujours en partie occupé par les forces marocaines. Depuis février dernier, Omar Mansour est le représentant en France du Front Polisario.**

**Quel est le combat du Front Polisario ?**

**Omar Mansour** – Le Front Polisario est un mouvement de libération, créé en 1973, au Sahara Occidental. Il regroupe l'ensemble des forces patriotiques. Depuis sa création, il a initié une activité politico-militaire contre les forces espagnoles du général Franco, présentes dans la région. En 1975, il avait libéré 90% du territoire. Après le départ de l'Espagne, en 1975, le Maroc et la Mauritanie se lancent à leur tour dans le guépier saharien<sup>1</sup>. Deux ans plus tard, la Mauritanie se retire, reconnaissant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, mais le Maroc décide de continuer son aventure coloniale. En 1991, il reconnaît également le droit à l'autodétermination et signe un accord de cessez-le-feu avec le Polisario. Tous deux

décident de résoudre pacifiquement le conflit, sur la base d'un référendum qui serait organisé par les Nations unies. L'ONU envoie les Casques bleus pour surveiller le cessez-le-feu au Sahara occidental. Chaque belligérant reste dans le territoire qu'il occupait, le Maroc dans la partie ouest (65 %) et le Polisario dans la partie est (35 %). Mais le Maroc, sachant qu'il le perdrait, continue à repousser le référendum. Il s'emploie à gagner du temps et à faire des acrobaties pour obtenir le soutien de la France et des États-Unis. Le Maroc se sert du Sahara occidental pour détourner l'opinion du peuple marocain des problèmes intérieurs et pour occuper les militaires.

**Qu'est ce qui justifie votre revendication de l'autodétermination ? En quoi les Sahraouis ne se sentent-ils pas marocains ?**

**O. Mansour** – Notre revendication se fonde sur le fait que le peuple du Sahara occidental n'a jamais fait partie du Maroc, ni de la Mauritanie. C'est un peuple qui a sa culture, son organisation et son identité propres. Les organisations internationales ont reconnu son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, depuis 1963 (ONU) et 1965 (Union africaine). Et, dans son avis du 10 octobre 1975, le Tribunal international de justice de la Haye affirme : « Les éléments apportés par le Maroc et l'Ensemble mauritanien ne sont pas susceptibles d'empêcher l'exercice par le peuple du Sahara occidental de son droit à l'autodétermination. »

**Quelle est la situation actuelle du peuple sahraoui ?**

**O. Mansour** – La situation est marquée par le fait que le Maroc bloque la solution pacifique et par la recrudescence des affrontements entre la population du territoire occupé et les forces de répression marocaines. Les organisations des droits de l'Homme et de la presse internationale sont interdites d'accès au territoire. On compte plus de 260 prisonniers politiques et plus de 500 disparus.

**Quelles sont les prochaines échéances ?**

**O. Mansour** – Les prochaines échéances seront déterminées par l'efficacité des Nations unies dans l'application de la résolution du Conseil de sécurité, qui demande la réouverture des négociations entre le Maroc et le Front Polisario, afin de trouver une solution pacifique sur la base du respect du droit à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental.

**Comment les autres forces politiques de la région se positionnent-elles ?**

**O. Mansour** – L'Algérie et la Mauritanie reconnaissent la République sahraouie. Elles appuient la solution pacifique, à travers l'organisation d'un référendum d'autodétermination, organisé par les Nations unies. Pour ce qui est des forces démocratiques marocaines, seule Voie démocratique a eu le courage de reconnaître le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination ; les autres forces soutiennent le régime dans son approche chauvine. Les organisations qui participent au Forum social régional au Maroc font des pas timides, restant en deçà des positions du Conseil de sécurité.

Notes

1. Le Front Polisario annonce en février 1976 la création de la République arabe sahraouie démocratique (RASD).

**Paru dans Rouge n° 2263, 31/07/2008. Propos recueillis par Jean-Luc Grué.**

## **Entretien avec le représentant sahraoui (Front Polisario)aux Nations Unies**

**Par Ahmed Boukhari, Gilberto Lopes**

Le 8 novembre dernier, les troupes marocaines ont réduites en cendres le campement sahraoui de Gdeim Izik, qui depuis un mois abritait plus de 20.000 personnes réunies afin de protester contre les conditions de vie imposées par les autorités d'occupation aux habitants de la République Arabe Sahraouie, un territoire de 266.000 km<sup>2</sup> et de 280.000 habitants situé sur la côte occidentale de l'Afrique, entre le Maroc et la Mauritanie.

Il s'agit d'un nouveau chapitre de la lutte pour l'indépendance depuis qu'en 1975, l'Espagne, alors puissance coloniale, s'est retirée de ce territoire, immédiatement remplacée par des troupes marocaines et annexé au Maroc contre l'avis de la population. L'attaque contre le campement a déclenché une vague de protestation massive dans la capitale sahraoui, El Aaiun, virtuellement soumise à un état de siège par les autorités marocaines. Cette attaque survenait au moment exact où devait se tenir à New-York une reprise des négociations entre le Front Polisario et le Maroc sous l'égide des Nations Unies. Malgré tout, le Polisario a décidé de maintenir la rencontre pour ne pas tomber dans le piège de la provocation orchestrée par le gouvernement marocain.

L'objectif de cette nouvelle réunion était d'avancer dans la préparation d'un cinquième round de négociations depuis celui initié en 2007 sous la supervision du Conseil de sécurité de l'ONU et depuis lors bloqué à cause du refus du gouvernement de Rabat de réaliser un référendum sur l'avenir du Sahara Occidental, se limitant à offrir une vague « autonomie ». Les Sahraouis, qui aspirent au contraire à l'indépendance de leur république, exigent la réalisation d'une consultation populaire, mais leur position n'a pas le soutien des principales puissances occidentales impliquées dans le conflit, à savoir les Etats-Unis, la France et l'Espagne.

**Gilberto Lopes – Quelle est la situation actuelle au Sahara Occidental et dans sa capitale, El Aaiun ? On parle de terreur, d'une répression intensive et d'un nombre indéterminé de morts, de blessés, de disparus et de prisonniers...**

**Ahmed Boukhari :** L'assaut des troupes marocaines a été brutal et il a été mené après que les autorités marocaines se soient assurées qu'aucun media international ne soit présent et de la rupture des communications téléphoniques. Mais les nouvelles qui nous arrivent sur l'ampleur de la tragédie permettent d'affirmer qu'il s'agit d'un véritable massacre. Plus de 4.000 blessés, 2.000 prisonniers et on évoque des dizaines de morts. Les gens blessés ne vont pas dans les hôpitaux car ils savent que la police marocaine les y attends.

Il est probable qu'une partie des disparus et des morts sont en fait dans les prisons marocaines, parce que les autorités ne veulent pas informer les familles. Elles déclarent officiellement qu'il y a 165 détenus sahraouis, mais ne parle pas de blessés ni de mort. Par contre, elles affirment qu'il y a 11 tués et 65 blessés parmi les soldats marocains. Si ces chiffres sont exacts, cela veut dire que les forces marocaines, armées et nombreuses, ont provoqué un massacre puisque les victimes sahraouis sont des civils désarmés.

Le représentant du Front Polisario en Espagne, Bucharaya Beyún, a déclaré que « nous n'avons jamais été aussi près d'une guerre, à moins qu'il y ait une intervention internationale afin de mettre fin au massacre perpétré par le Maroc ». Vous partagez cette appréciation ?

**AB :** Cette appréciation est correcte. Si l'ONU ne fait rien pour arrêter les choses, cela signifie que le Maroc jouit d'une sorte de droit à l'impunité. Cela impliquerait la fin de la voie diplomatique dans laquelle nous avons cru jusqu'à présent afin de résoudre le conflit.

**Comment évaluez vous les résultats de la réunion d'hier à New-York et les perspectives pour les négociations, qui se poursuivent en décembre ?**

**AB :** Nous sommes venus à ce nouveau round de négociations afin de répondre positivement aux efforts menés par l'ONU afin que le processus de paix puisse continuer de manière correcte. Mais la décision marocaine de mener l'assaut contre la population civile sahraoui, le jour même où devaient commencer les discussions, nous a amené à envisager sérieusement notre refus de participer. Malgré tout, nous avons décidé de participer aux discussions, parce que nous sommes des gens civilisés qui veulent la paix, nous rejetons la violence, la guerre. Le round de discussion n'a apporté aucune avancée substantielle parce que le Maroc ne veut pas aller dans la bonne direction. Le terrible spectre de l'intervention brutale des forces marocaines contre notre peuple a plané sur la rencontre.

**Quelles sont les propositions qui sont sur la table ? Quelle est la position actuelle du Front Polisario dans cette étape des négociations ? Vous continuez à défendre l'option d'un référendum ?**

**AB :** Le référendum est la seule voie possible, praticable et reconnue par l'ONU afin de demander à un



peuple en processus de décolonisation ce qu'il souhaite pour son futur. Tel est le sens de l'autodétermination dans une question de décolonisation. Les options sont et resteront toujours entre choisir l'indépendance ou l'intégration à une puissance occupante. Il n'y a pas d'autre issue, pacifique du moins. Le Maroc s'oppose aujourd'hui à cette voie après l'avoir pourtant accepté pendant des années dans le passé et il s'oppose à elle parce qu'il craint les résultats d'un possible référendum, comme l'avait reconnu le Secrétaire d'Etat étatsunien de l'époque James Baker, médiateur entre 1997 et 2004 dans le conflit.

**On connaît le rôle joué par les Etats-Unis, la France et l'Espagne dans le conflit. L'attitude des Etats-Unis a-t-elle changé avec le gouvernement d'Obama ?**

**AB :** Il y a un certain changement par rapport à l'attitude de l'administration antérieure, mais il ne constitue pas un changement suffisant capable de modifier la position intransigeante du Maroc. Nous avons des contacts réguliers avec le Département d'Etat qui nous permet de continuer à les informer des évolutions dans ce conflit.

**La France continue à soutenir la position marocaine ?**

**AB :** Oui, de manière aveugle. Elle a une attitude de soutien à une cause coloniale injuste au point de constituer, au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, un obstacle fondamental pour que puisse s'établir un mécanisme de protection pour les droits humains au Sahara Occidental.

**Que peut-on attendre de l'Espagne ?**

**AB :** L'opinion publique espagnole, tout comme les médias et des partis politiques sont solidaires avec la cause sahraouie. Mais le gouvernement a une attitude assez timorée du fait des pressions exercées par le Maroc.

**Comment voyez-vous l'avenir et la fin de ce conflit ?**

**AB :** La lutte continue. Nous gagnerons notre objectif national de paix et de liberté, tôt ou tard.

**Entretien réalisé par Gilberto Lopes (Rebelión.org), traduction française pour le site [www.lcr-lagauche.be](http://www.lcr-lagauche.be) 10 novembre 2010**

# La face cachée du Royaume

Par Amal Yahya

Le Régime marocain semble une exception dans le sombre tableau général de la région arabe. Bien que connu à l'époque de Hassan II comme un régime autocratique et moyenâgeux symbolisé par la terrible prison de Tazmamart, ce dernier (Hassan II) a, juste avant sa mort en 1999, libéré la majorité des détenus politiques, notamment Abraham Serfaty, et a signé un compromis avec l'opposition sous la forme d'un gouvernement, 38 ans après avoir expulsé cette opposition du gouvernement. Ce gouvernement, dit « d'alternance », a été présidé par le secrétaire général de l'Union Socialiste des Forces Populaires (USFP), le plus grand parti d'opposition reconnu.

L'actuel roi a continué à masquer la tyrannie par des mesures n'ayant aucun coût politique ou économique : révision mineure du code de la famille, création de la structure dite « Instance Équité et Réconciliation » pour tourner la page de la répression (assisté par une équipe de vétérans staliniens convertis au libéralisme et à la monarchie), révocation de Driss Basri, ministre de l'Intérieur de Hassan II, permission à la presse d'exhumer le passé dictatorial et de discuter quelques tabous. D'autre part, l'actuel roi a fait de légères concessions au mouvement amazigh, notamment avec la création de l'Institut royal de la culture Amazigh (IRCAM) et l'enseignement de cette langue qui était bannie depuis des siècles.

Ces mesures, dont la résonance a été gonflée par les médias locaux et les voix des forces impérialistes pro-régime marocain, sont la base de sa réputation parmi les systèmes autocratiques analogues de la région.

Il y a, bien entendu, une caractéristique du système marocain depuis l'indépendance officielle il y a 52 ans : il s'agit de l'existence de partis et syndicats et d'une marge de libertés plus ou moins réduite selon la situation. Cette caractéristique n'est pas un don mais le résultat de rapports de forces : la monarchie par exemple, même si elle a monopolisé le pouvoir, n'a pu interdire le Parti de l'Istiqlal ou l'Union Marocaine du Travail (UMT – syndicat) qui étaient les deux plus grandes organisations ayant contribué à la lutte nationale.

Il ne fait aucun doute que l'héritage lourd du régime Hassan II en matière d'atteinte aux libertés et répression de l'opposition, ainsi qu'au niveau de la paupérisation, de l'analphabétisme et de l'arriération, est la principale raison qui explique les efforts du nouveau roi pour enjoliver l'image du pouvoir et absorber le mécontentement populaire grandissant, tout en préservant son essence autocratique, poursuivant la mise en œuvre des politiques néolibérales et des tâches qui lui ont été confiées par les forces impérialistes.

## La domination impérialiste

Le facteur principal qui détermine la situation politique au Maroc est représenté par la domination impérialiste qui se consolide grâce à la coopération de la monarchie et d'une partie des classes dominantes. Le renforcement de la domination passe par le mécanisme de la dette et le libre-échange (le soi-disant partenariat avec l'Union européenne repose principalement sur les intérêts historiques de l'impérialisme européen dans la région, les accords de libre-échange avec les États-Unis expriment également l'ambition impériale d'une plus grande présence). Le but de cette domination est de perpétuer et de promouvoir les intérêts des sociétés multinationales et des pays créanciers à travers le pillage — en prenant possession d'une partie de l'économie (privatisation) — et l'épuisement des ressources naturelles.

La présence économique de l'ancienne puissance coloniale — la France — continue et se renforce, ce qui est démontré par sa part dans les investissements étrangers directs, où la moyenne annuelle pour la période 2001-2006 a atteint 1,16 milliard d'euros, soit environ 60 % du total des investissements étrangers au Maroc. L'Espagne est classée deuxième avec 15 % durant la même époque.

Le problème de la dette publique extérieure continue : si elle est passée de 21,3 milliards de dollars en 1992 à 12,4 milliards en 2005, pendant la même période le Maroc a payé 36 milliards de dollars de service de la dette.

En parallèle, cette baisse de la dette extérieure s'accompagne d'une hausse importante de la dette intérieure. À fin 2007, la dette publique atteint 386,4 milliards de dirhams (environ 50 milliards de dollars), dont 122,3 milliards de dirhams de dette publique extérieure et 264,1 milliards de dirhams de dette publique interne.

Le service de la dette constitue 43 % du budget global de l'État en 2007.

Concernant les accords de libre-échange, ils n'ont abouti qu'à des catastrophes. Le meilleur exemple réside dans le déficit commercial avec l'Union européenne, qui est passé de 12 milliards de dirhams en 2000 à 27,7 milliards en 2006.

Le mécanisme de la dette n'est pas utilisé seulement pour tirer un profit, mais permet de contrôler la politique économique du pays par une soumission systématique du développement et de l'investissement public à la priorité de paiement et une adaptation à la répartition de la production internationale : se spécialiser dans l'exportation de produits simples au détriment de la production pour le marché intérieur et pratiquer une ouverture commerciale totale qui fait du pays un simple exportateur de matières premières et agricoles ainsi qu'un lieu privilégié pour la sous-traitance. Le gouvernement actuel a reçu peu après sa nomination, consécutive aux élections de septembre 2007, un nouveau rapport de la Banque mondiale qui lui servira de feuille de route.

Après plus d'un quart de siècle de politiques de la Banque mondiale et du FMI, les issues pour le développement restent bloquées : faiblesse de la croissance économique (taux de 3 % par an), dépendance du financement externe (l'emprunt et l'investissement étranger direct), et le pays reste profondément touché par les conditions climatiques [le taux de croissance a baissé en 2007 à 2 % en raison du manque de pluie], sans oublier l'échec du pari fait sur l'exportation en raison de difficultés grandissantes sur les marchés étrangers dues à l'annulation des privilèges d'entrée et au renforcement de la concurrence de l'Europe de l'Est, de la Chine et de l'Asie du sud-est.

En ce qui concerne le marché intérieur, il est atrophié à cause de la diminution des dépenses de l'État et de l'appauvrissement (le marché marocain est l'équivalent de celui d'une ville européenne de 1,5 million de personnes alors que le pays en compte plus de 34 millions) malgré le grand rôle joué par les fonds des Marocains résidant à l'étranger (source de subsistance pour une grande partie de la population et le premier importateur de devises).

De plus, on peut s'attendre à ce que la politique d'ouverture actuelle mène vers la destruction d'une grande partie du tissu économique (les deux tiers des entreprises industrielles exportent moins de 10 % de leur production). Cela ne fera qu'exacerber le problème du chômage et l'explosion de la situation sociale en général. Le libre-échange et la privatisation conduiront à renforcer la crise financière de l'État qui s'attachera à la résoudre en puisant dans les poches des citoyens.

À la lumière de ces profonds changements résultant de la politique économique imposée par les institutions impérialistes, les intérêts des sections de la bourgeoisie locale ont été touchés. Le grand capital, pour s'adapter, a essayé de réorienter ses activités et de les concentrer tout en recherchant des partenariats avec le capital mondial.

En l'absence d'un réel développement économique, le poids de l'économie de la drogue augmente. Ainsi, la production de Kif est devenue la principale source de revenus pour de larges couches laborieuses dans la région du Rif et représente une réponse à un problème social dans cette région sensible pour le système (réprimée en 1958 et 1984). Dans cette économie de la drogue, qui est devenue une source de financement pour d'autres branches de l'économie, interviennent tant le pouvoir (qui s'en sert pour financer les caisses noires) que les gangs, qui utilisent le Maroc comme base internationale pour promouvoir d'autres types de drogues (l'aéroport de Casablanca).

Au niveau de la politique étrangère, après le changement brusque de la situation mondiale suite à l'effondrement de l'Union soviétique et de son système, les rôles de la monarchie dans la subordination de la région à l'impérialisme (la lutte contre le communisme...) ont changé.

La monarchie s'est engagée dans le nouveau projet impérialiste pour la région (la lutte contre le terrorisme, le projet du Grand Moyen-Orient). Elle a ainsi envoyé 2000 soldats des troupes marocaines dans le cadre de la guerre en Irak en 1991, et a appuyé les politiques impérialistes dans plusieurs régions (Bosnie, Haïti,

Côte d'Ivoire, Congo ...).

Le rôle du régime marocain au service de la politique de lutte contre le terrorisme s'est accru, principalement expliqué par la place importante des Marocains dans les réseaux d'Al Qaïda dans le monde, en particulier en Europe. Cela est accompagné par le renforcement de la présence militaire impérialiste dans la région (des exercices militaires régionaux avec l'OTAN et une base militaire près de Tan-Tan) et l'attribution par l'impérialisme européen à la monarchie d'un nouveau rôle de garde-frontières face aux vagues d'immigration des victimes des politiques néolibérales en Afrique.

## **La question du Sahara**

Mohammed VI a hérité d'un conflit qui date d'un quart de siècle et qui a été utilisé pour contrôler la situation intérieure, notamment en unissant autour du régime les partis issus du mouvement national. Ce conflit constitue, en même temps, une charge importante pour l'économie, et a créé une situation politique régionale instable. Il constitue un embarras pour la « nouvelle ère » au niveau des droits de l'homme en raison de la politique d'assassinats et de crimes contre la population du Sahara qui soutient le Front Polisario.

Après la mort de Hassan II, le régime a cherché une solution impliquant le Polisario (ou des parties de celui-ci) sans remettre en cause ce qui est appelé « l'intégrité territoriale », et a fait face à l'émergence d'un mouvement de protestation proclamant l'indépendance au sein du Sahara. Ce mouvement reste encore faible en termes d'expansion et de base populaire, constitué principalement de jeunes, et il est réduit par la répression et la politique des privilèges. La génération précédente n'y participe pas (elle est toujours sous l'impact des atrocités terribles des années Hassan II). Ce mouvement de contestation a émergé suite à la révolte de Laayoune en 1999 sur fond de revendications sociales et a constitué une issue politique au Front Polisario après le cessez-le-feu.

Pour sa part, le Front Polisario connaît une situation de faiblesse après 15 ans d'arrêt de guerre et à la suite de l'effondrement du bloc de l'Est (perte d'appui politique et financier importants). Les conditions de vie très dures de sa base populaire dans les camps contribuent à cet affaiblissement. Tout cela se situe dans un contexte de transformation sociale représentée par le passage des Sahraouis à une situation de relative stabilité avec ce que cela suppose de besoins, ce qui explique la tentation d'accepter les offres du régime et d'arrêter de montrer leur soutien à l'indépendance du Sahara.

La situation de centaines de milliers de réfugiés sahraouis dans le désert, dans des conditions très difficiles, et la naissance d'une nouvelle génération cultivée et ouverte au monde extérieur, représentent également un facteur de pression sur le Front Polisario pour trouver une solution. Ce dernier a ainsi connu une adaptation idéologique après la chute du bloc de l'Est (les principes fondamentaux de la Constitution reposent sur le recours à l'initiative privée et libérale, et à l'absence de fond anti-impérialiste, anti-sioniste et anti-réactionnaire,...).

Le régime marocain continue d'exploiter la région économiquement (notamment l'exploitation du phosphate en collaboration avec l'impérialisme espagnol qui a remporté 35 % du phosphate de Bokraa depuis la Convention tripartite de Madrid il y a 32 ans ; l'exploitation des richesses maritimes en coopération avec l'Union européenne en particulier). Cette exploitation va s'accroître avec la forte probabilité de l'existence de pétrole. Le régime marocain a créé une situation nouvelle par le transfert de population au Sahara pour le référendum et l'exode en masse à cause du taux élevé de chômage au Maroc.

Le régime marocain bénéficie, dans sa quête pour trouver une solution au conflit du Sahara, du plein appui de l'impérialisme français et la position de l'impérialisme espagnol a changé en sa faveur. L'avenir du conflit dépendra de l'attitude de l'impérialisme états-unien, qui dispose actuellement de plus d'intérêts économiques avec le pouvoir algérien qu'avec le pouvoir marocain. Dans tous les cas, l'impérialisme n'a aucun intérêt à résoudre le conflit du Sahara d'une façon qui pourrait entraîner la chute de la monarchie, bon serviteur de ses intérêts historiques et garant de stabilité.

L'offre d'autonomie proposée par le régime marocain va clarifier les objectifs de l'impérialisme. Il devrait également clarifier ceux des dirigeants du Polisario, car toute formule d'autonomie dans le cadre de l'autocratie royale ne répond pas aux aspirations des masses qui le soutiennent mais constitue une occasion pour lui d'accepter les offres et les privilèges octroyés que la monarchie est prête à octroyer à

une élite.

Les nouveaux plans de l'impérialisme américain dans la région poussent le conflit du Sahara à des développements qui pourraient le mettre au premier plan des questions de politique intérieure, en particulier après l'essoufflement de l'organisation du référendum, le plan Baker et le succès du Front Polisario dans le transfert de bataille politique à l'intérieur du Sahara après 15 années de cessez-le-feu. L'impérialisme peut utiliser cette question pour pousser le régime marocain à le servir encore plus afin d'atteindre ses objectifs : la normalisation des relations avec Israël ainsi que des services sur différents fronts.

La position communiste révolutionnaire est basée sur la défense du droit de la population du Sahara à l'autodétermination, la défense de la libération de tous les peuples de la région et leur unité, condition et cadre indispensables pour l'édification d'une société socialiste.

## **Le despotisme monarchique**

Depuis « l'indépendance », la monarchie gouverne le pays d'une main de fer, monopolisant le pouvoir, garantissant les intérêts de l'impérialisme et utilisant sa position pour renforcer la classe bourgeoise et tisser des alliances avec une partie de celle-ci. La monarchie est garante de l'intérêt général de la bourgeoisie (elle sécurise les conditions pour l'exploitation et la répression des travailleurs) et gouverne à sa place. À l'instar des autres régimes autocratiques, elle a dirigé le pays avec deux gouvernements, le premier, effectif, avec le roi à sa tête, se compose de personnes du sérail, alors que le second est un gouvernement de façade dans le cadre d'une constitution et des institutions bidons.

Ce régime s'est stabilisé au milieu des années 1970, après être sorti intact des soulèvements de la fin des années 1960 et du début des années 1970, ainsi qu'après l'éradication par la répression de la gauche radicale alors qu'une partie de l'opposition bourgeoise s'était ralliée à l'unanimité sur le Sahara.

Les deux décennies jusqu'à la mort de Hassan II ont été caractérisées par un pouvoir absolu masqué par des institutions « élues », la corruption et l'enrichissement par le pillage.

L'arrivée au pouvoir de Mohammed VI constitue une continuité de l'ère Hassan II à tous les niveaux : monopole du pouvoir et renforcement du rôle économique de la monarchie. La seule nouveauté se limitant à des événements d'ordre symbolique (le retour d'Abraham Serfaty, le lever de l'assignation à résidence de Cheikh Yassine, le limogeage de Driss Basri...).

Dans le fond, la monarchie a continué à utiliser deux gouvernements, des commissions royales, les fonds royaux et les pouvoirs des gouverneurs, ainsi que la constitution de 1996 qui a créé un système à deux chambres sans précédent dans le monde, destiné à contrôler la structure des institutions. La falsification des élections a continué ainsi que l'imposition d'une carte politique par la limitation de la force électorale du parti Justice et Développement.

La soi-disant « nouvelle ère » a commencé en fait au cours des dernières années du règne de Hassan II, dans le but d'assurer une transition du pouvoir à Mohammed VI et d'intensifier l'attaque néolibérale prise en charge par « la gauche » (les partis qui ont de l'influence sur mouvement syndical et populaire).

Le nouveau roi a hérité d'une situation instable qualifiée par son père de danger de crise cardiaque. Il a essayé de calmer la situation sans remettre en question les choix socio-économiques et la réduction des libertés. Il a utilisé des problématiques ayant une forte charge symbolique et peu coûteuses, comme la tentative de tourner la page des crimes de liquidation de l'opposition et ce, par la soi-disant « instance équité et réconciliation » et celle visant à résoudre le conflit sur le code du statut personnel. Il tente aussi d'absorber la plus grande partie de l'élite amazigh par la création de l'Institut Royal pour la culture Amazigh et, plus généralement, d'attirer les élites, en particulier issues de la gauche, vers ses institutions (droits de l'homme, de l'audiovisuel ...).

## **L'asservissement libéral**

La fin des années 1980 a représenté un tournant dans les relations entre l'opposition bourgeoise et la monarchie. Après avoir accepté les conditions de la participation « démocratique » qui a introduit ces partis

au sein des institutions de camouflage du pouvoir absolu, dans le cadre du regroupement autour de la monarchie (union nationale autour du Sahara), l'opposition à exigé l'élargissement de l'espace qui lui est accordé. Ces revendications s'inscrivent dans un contexte international marqué par la vague de revendications démocratiques qui a fait tomber de nombreux régimes autoritaires et par les pressions exercées par les forces impérialistes.

Cette campagne politique (soi-disant motion de censure, grève de décembre 1990, motions pour modifier la Constitution, constitution du soi-disant « bloc démocratique »...) s'est heurtée à la volonté du roi de garder tous ses pouvoirs et s'est terminée par la soumission totale du « gouvernement de transition ».

Tous les plans de la monarchie ont été acceptés. Outre l'incapacité de modifier d'un iota sa nature absolue, cela est dû à la nature de classe des soi-disant forces démocratiques. Ces forces ont exprimé les intérêts de la bourgeoisie aspirant au progrès, c'est-à-dire à un cadre juridique plus structuré et plus stable, au respect de la loi et de la Constitution et à la garantie d'un minimum de libertés politiques. Mais c'est une bourgeoisie qui craint la démocratie et les mouvements de masse plus qu'elle ne craint les forces réactionnaires. C'est ce qui explique sa tendance à faire des concessions, des compromis et à défendre le Makhzen.

L'offensive néolibérale a nui aux intérêts d'une partie des classes possédantes (celles qui dépendent du marché intérieur et des investissements de l'État), pourtant elles essaient de s'adapter au lieu de résister. Ses partis ont peur du courant salafiste et de l'explosion sociale, ce qui les incite à fournir à la monarchie tous les services sans conditions. Cela a conduit à l'érosion des partis traditionnels du palais (les soi-disant « partis de l'administration »). L'opposition libérale exerce une nouvelle union nationale autour du régime contre ce qu'elle considère comme un danger pour le pays : l'ascension salafiste qui a fait du parti « Justice et bienfaisance » le parti le plus fort du point de vue organisationnel.

Le conflit dans le camp libéral concernant l'évaluation de la situation politique et les tactiques a fait naître une minorité représentée par le Parti Socialiste Unifié qui s'accroche à la revendication d'une réforme constitutionnelle, rejoint par d'autres voix non partisans qui ont émergé — dans la presse en particulier — et forment ainsi l'opposition libérale actuelle.

## **La menace Salafiste**

L'ascension du mouvement salafiste toutes tendances confondues (Justice et Bienfaisance, parti Justice et Développement et la Salafiya Jihadiya) représente un résultat de la crise socio-économique combiné à l'échec historique de la gauche.

La composante majeure du mouvement salafiste s'est cristallisée à la fin des années soixante et l'autre à la fin des années soixante-dix et a connu une expansion au début des années quatre-vingt-dix, lorsqu'elle a éliminé la gauche des universités par la violence.

L'effondrement de l'Europe de l'Est a réduit encore plus les forces de gauche, ce qui a permis aux salafistes de se renforcer, la situation régionale aidant : l'Iran, l'Afghanistan, la situation en Palestine, Al-Qaida, le Hezbollah. Ces forces ont également bénéficié de la politisation massive après la deuxième guerre du Golfe, qui a coïncidé avec un recul supplémentaire de la gauche.

La base sociale du mouvement salafiste se situe dans les classes populaires scolarisées, en particulier les jeunes mécontents, la petite bourgeoisie marchande et les secteurs informels. Ce mouvement se construit aussi en utilisant l'aide sociale.

L'activité actuelle de la plus grande des forces salafistes, « Justice et Bienfaisance », se limite à la propagande, l'accumulation des forces et le rejet du jeu politique du régime. Par contre, le parti « Justice et Développement » a intégré les pseudo-institutions démocratiques, en suivant la ligne politique impérialiste appliquée dans le pays, se distinguant par son appel à un ordre moral islamique. Ce parti représente la roue de secours du jeu gouvernemental du régime. C'est un outil utilisable contre tout projet réel de gauche.

L'élargissement de la base sociale des salafistes constitue un obstacle pour le travail des révolutionnaires au sein des masses laborieuses, en particulier des jeunes. Le projet socialiste révolutionnaire n'avancera pas sans une bataille politique avec les salafistes.

## **Le mouvement Amazigh**

Après l'expansion médiatique et organisationnelle (associations nationales et locales) du mouvement dans les premières années 1990 et son émergence dans l'université, ce qui lui a permis d'étendre sa base au sein des élites et parmi les jeunes scolarisés, le régime a réussi à attirer une grande partie de sa direction dans l'Institut royal pour la culture amazigh et à corrompre une grande partie de ces éléments par les « initiatives de développement ».

Ce mouvement fut rapidement dominé par son aile droite, qui a poussé à se rassembler autour du palais, présenté comme le défenseur des amazighs face aux partis politiques considérés tous comme arabistes.

## **Un mouvement syndical sous la tutelle de la bourgeoisie**

La principale caractéristique du mouvement syndical au Maroc est l'absence d'indépendance politique, sept décennies après sa naissance. Le mouvement national bourgeois a réussi à encadrer le mouvement syndical aux dépens des staliniens marocains, qui avaient joué un rôle de premier plan dans la construction de ce mouvement syndical sous l'occupation. L'installation de Ben Seddik à la tête du syndicat UMP depuis sa fondation est un symbole de la relation de tutelle politique exercée historiquement par le mouvement national bourgeois sur les travailleurs. Ce dernier a perdu sa tutelle quand la monarchie a pu corrompre la bureaucratie syndicale par les privilèges et les possibilités d'enrichissement.

L'opposition bourgeoise a réussi à contrôler une partie du mouvement syndical en fondant la Confédération Démocratique du Travail (CDT) à la fin des années 1970. La CDT s'est reconstruite ensuite, après les répressions de 1979 et 1981, en balayant l'Union Marocaine du Travail des sites historiques (mines, chemins de fer,...).

L'opposition libérale a utilisé les syndicats d'une part pour freiner la combativité des travailleurs au service de la paix sociale et, d'autre part, pour faire pression sur le pouvoir en fonction de ses besoins politiques. Les partis de la bourgeoisie agitent les syndicats pour leurs besoins politiques, quand ces derniers changent la tactique syndicale change. La domination politique de la bourgeoisie sur le mouvement syndical se base sur l'absence d'une presse syndicale indépendante et sur la diffusion de l'idéologie de l'allié démocratique (en l'invitant à voter pour lui aux élections,...) et non seulement sur le contrôle bureaucratique.

L'Union Marocaine du Travail (UMT) continue à s'intégrer de plus en plus au régime. Elle est composée d'une bureaucratie corrompue, ses dirigeants disposent d'une richesse obscène et se désintéressent de toute lutte nationale.

Après la soumission totale de l'Union Socialiste des Forces Populaires (USFP), la partie la plus dynamique du mouvement syndical est entrée dans une nouvelle phase, conduisant à la scission du parti du Congrès National Ittihadi qui est resté fidèle à la vision politique de l'ancien USFP (persuader les travailleurs de la nécessité de faire des sacrifices aujourd'hui pour gagner demain : garantir la paix sociale qui protège la stabilité du travail...). Cette tendance de collaboration de classes est soumise aux fluctuations de la bureaucratie syndicale qui a besoin en même temps d'assurer la paix sociale et de préserver la base du syndicat.

Le mouvement syndical traverse une période difficile, suite à l'attaque de la bourgeoisie combinée à la pression du chômage et à une crise interne (recul organisationnel, scissions, travail sectoriel, coopération des directions avec l'État et des employeurs). La résistance ouvrière se situe dans les dernières lignes de défense en particulier dans le secteur privé où les grèves et les sit-in se limitent à défendre le droit au travail contre les licenciements collectifs et les fermetures d'usine et à la défense du droit de se syndiquer.

Le mouvement syndical a accumulé de nombreuses défaites par la collusion de la bureaucratie pour faire de passer les projets du patronat et son État : le code du travail, la couverture sociale, les retraites, le départ volontaire, la Charte de l'éducation. L'autre face de cette dégradation s'illustre dans l'arbitraire bureaucratique. Les éléments d'une nouvelle renaissance du mouvement syndical sont apparus lors de la grève dans les transports routiers en mars et avril 2007, où le projet du code de la route a été à l'origine de l'explosion d'une force militante ouvrière dans un secteur surexploitant les travailleurs. La renaissance est

également apparue dans le vaste mouvement d'adhésion des ouvrier(e)s agricol(e)s dans le Souss, au sud du Maroc, et dans le mouvement démocratique de lutte au sein de la CDT dans les collectivités locales. Mais tous ces éléments souffrent quand même de la situation catastrophique des syndicats en général et de la faiblesse des forces de la gauche syndicale combative.

## **Nouvelles protestations populaires**

L'application stricte de la politique d'appauvrissement et d'austérité des dépenses sociales depuis le début des années 1980 a conduit à des explosions sociales (juin 1981, janvier 1984, décembre 1990) où les énergies de lutte se sont dissipées à cause de l'absence de perspectives politiques. Le régime a maîtrisé la situation explosive par le dressage des syndicats et la répression des embryons d'organisation et de lutte. Il a réussi en effet à intensifier son attaque dans tous les domaines (en privatisant tout ce qui fut public...). La réaction des masses populaires a commencé pour protester contre les résultats des politiques néolibérales : la mobilisation de la population Yacoub el Mansour à Rabat contre la société Redal et des habitants de Tétouan contre la société Amandis. Les villageois ont commencé également à protester contre les mauvaises conditions sociales (infrastructures de base) et à résister aux pratiques abusives : pillage des terres collectives, imposition des tarifs d'hospitalisation, pillage de l'argent des communes rurales (Ait Bilal, Imlichil, Itzer, Tata, Ifni, Boumalen Dades, Oulmès, Tamasint, Lakhwalka, Douar Beggara dans la région de Larache...).

Ces soulèvements populaires représentent un changement qualitatif dans les zones rurales qui ont été depuis la fin de l'ère coloniale des zones passives (à l'exception de l'émergence de l'Armée de libération qui n'a pas survécu longtemps). Le régime a réussi à étouffer la revendication de réforme agraire et a disposé des terres des anciens colons pour renforcer ses alliances. Il a également renforcé la répression policière dans les zones rurales comparativement à la plupart des villes (allant jusqu'à y harceler l'opposition bourgeoise).

Ces manifestations ont vu le jour dans un contexte d'abandon de leur rôle par les syndicats, du recul des associations de droits humains, de l'abstention de la gauche traditionnelle et de la faiblesse de la gauche radicale. La protestation populaire contre les effets de la privatisation de l'eau et de l'électricité a représenté une occasion pour la construction d'un mouvement de masse contre la mondialisation capitaliste, mais cela a failli à cause de la crise organisationnelle d'Attac-Maroc depuis sa constitution.

La riposte populaire à la cherté de la vie, comme le succès de quelques coordinations contre la cherté de la vie dans l'organisation de la protestation, prouvent les possibilités d'avancer dans la construction d'un mouvement populaire militant.

## **Le mouvement de jeunes**

La réponse des étudiants à l'application de la Charte de l'éducation libérale a été limitée car fragmentée parce qu'elle a eu lieu en l'absence d'un minimum d'organisation, vu qu'il ne reste plus du syndicat étudiant que le nom, un quart de siècle après son dernier congrès et les campagnes de déracinement.

La gauche libérale a contribué à la mise en œuvre de la réforme y compris dans les conseils d'administration des universités. La gauche radicale reste faible et souffre de l'absence de programme et une partie de son courant étudiant n'est pas structurée et complètement désorganisée et contribue à la persistance de la crise du mouvement étudiant par son sectarisme et l'usage excessif de la violence contre d'autres courants, en particulier contre les marxistes révolutionnaires.

Les plus sérieux rivaux sont les salafistes, qui sont armés d'un programme de société capable d'endoctriner les étudiants mécontents, dans un contexte politique général régional caractérisé par la chute de la gauche.

## **Le mouvement des diplômés chômeurs et la lutte contre le chômage**

Le mouvement des jeunes diplômés chômeurs se trouve dans l'isolement total (même si les syndicats, les associations, les partis réformistes et la gauche radicale réaffirment leur soutien de principe). La gauche, qui domine en son sein, continue à être un frein à ses luttes. Ce mouvement vit une crise sans précédent.



L'accentuation de la dégradation de la situation sociale donne une grande importance à la lutte du mouvement des chômeurs car la lutte contre le chômage le met directement aux prises avec l'État et la nécessité d'alternatives globales. L'Association nationale des diplômés chômeurs du Maroc (ANDCM) renforce en plus le mouvement syndical et populaire en faisant vivre les traditions de lutte et par la création d'autres organisations ; son influence s'accroît dans son environnement populaire et ouvrier, y compris dans les régions les plus éloignées du pays, sans oublier son rôle dans l'encadrement d'une base jeune qui vit une première expérience de lutte. L'existence d'un mouvement de chômeurs organisé sans un travail des révolutionnaires en son sein constitue un danger direct pour la classe ouvrière (intérim, stages, formation pour intégration,...)

## **La crise du facteur subjectif**

La gauche marxiste naissante, de la fin des années 1960 et du début des années 1970, a souffert de la répression et de l'inadaptation politique. La répression a largement limité ses possibilités de travailler ouvertement dans les milieux ouvrier et populaire. Le contexte de la radicalisation de la jeunesse a donné des occasions perdues à cause de la nature gauchiste qui a marqué cette gauche radicale (se substituer aux masses). Elle est entrée dans une crise durable. L'effondrement du bloc de l'Est a stimulé une déviation droitiste, qui en conduit une grande partie à abandonner le caractère central de la lutte ouvrière et à se tourner vers une position libérale. La tentative de regroupement des années 1990 a abouti à ce que la majorité se range derrière la gauche libérale (Parti Socialiste Unifié), mais aussi à la constitution du mouvement « la Voie Démocratique » : ce courant se caractérise par un radicalisme verbal qui ne trouve aucun effet dans la pratique au sein des organisations populaires. Il est obsédé par les instances dans le cadre des mouvements de masse et a un dédain envers l'utilisation des élections dans sa lutte politique.

Ses alliances politiques (rassemblement de la gauche démocratique) ont limité son action au sein des syndicats. Tout cela a marqué son fonctionnement par une trêve avec la bureaucratie et le désarmement des bases des syndicats. Parfois elle est devenue un instrument de la bureaucratie, comme cela se manifeste au sein du Syndicat national de l'agriculture en ce qui concerne la privatisation de la Société de développement agricole (SODEA) et la Société de Gestion des Terres Agricoles (SOGETA). Certains de ses dirigeants se comportent en représentants de la bureaucratie dans des organismes tels que la sécurité sociale et la Commission créée par le pouvoir pour faire passer la réforme de la Banque mondiale sur les systèmes de retraite.

## **Conclusion**

L'impérialisme continue progressivement, mais de manière ferme, à appliquer les politiques néolibérales, avec l'appui de toutes les forces politiques, ce qui relève à un niveau sans précédent le degré d'hostilité. Il est prévu en plus d'élargir et d'approfondir ces politiques après les élections.

La situation peut évoluer dans le sens d'un éventuel scénario salafiste, au vu du climat général de la région, de l'islamisation de la société et du renforcement des forces salafistes. Cela pourrait notamment se produire si « Justice et Bienfaisance » décidait de dépasser son travail actuel de propagande et d'accumulation des forces pour s'orienter vers une intervention politique avec des objectifs clairs. Par contre le parti « Justice et Développement » ne peut jouer que le rôle d'un pilier du système et il n'intensifie son activité que contre une alternative démocratique progressiste.

La situation actuelle est porteuse de possibilités d'explosions sociales spontanées, en réponse à la détérioration des conditions de vie d'une très grande partie des Marocains. Ces explosions feront l'objet d'une répression, comme cela fut le cas à Sefrou en septembre 2007 et à Sidi Ifni actuellement. La situation actuelle démontre que le reste de la gauche radicale aura un rôle limité dans les luttes à venir, le soi-disant « rassemblement de la gauche démocratique » restera en marge des luttes sociales après son échec à agir sur le terrain politique en dehors d'accords pour présenter des candidats aux élections. Cette situation donne d'autant plus de responsabilités aux marxistes révolutionnaires.

**Amal Yahya (pseudonyme) est un militant marocain de la IVe Internationale. Inprecors N° 543-544, novembre-décembre 2008.**

# Rapport sur la situation à Ifni

Par Attac Maroc

Sidi Ifni, ville côtière de 20 000 habitants au Sud du Maroc, a connu les 7 et 8 juin 2008, puis à nouveau les 18 et 19 août 2008 deux vagues de répression extrêmement violente, en guise de réponse à un mouvement social qui revendique, depuis le début des années 2000, une réelle politique de développement de la région et une extension et amélioration des services publics. Le mouvement se structure en Secrétariat local Sidi Ifni – Aït Baamrane et élabore un cahier revendicatif porté par la population. En août 2005, une manifestation de plus de 10 000 personnes obtient l'affectation d'un chirurgien à l'hôpital, deux ambulances et la promesse de travaux d'infrastructures portuaires et urbaines.

C'est du sein même de ce mouvement qu'a émergé le groupe Attac Ifni, qui depuis sa création en 2006 fait le lien entre les problèmes vécus localement par les habitants d'Ifni et les politiques globales de la mondialisation, telles qu'elles se déclinent au Maroc aussi.

## Le contexte

Il faut savoir que la ville de Sidi Ifni est restée plus longtemps que les autres villes marocaines sous administration coloniale espagnole et n'a été rétrocédée au Maroc qu'en 1969. Ville alors florissante, elle connaît depuis un processus de marginalisation et de paupérisation. Administrativement déclassée et rattachée à la province d'Agadir en 1970, Sidi Ifni ne bénéficie pas des mêmes subventions que les villes voisines et elle vivote aujourd'hui de tourisme, de la pêche encore concédée et de l'argent envoyé par ses émigrés. Le taux de chômage actuel y dépasse les 30%. L'absence de perspectives incite nombre de jeunes à s'embarquer clandestinement vers les Canaries voisines (28 h de traversée).

En revanche, les ressources halieutiques de la région attisent les convoitises de lobbies économiques extérieurs à la ville, ayant de très fortes connexions avec l'appareil sécuritaire du Royaume. Ifni voit passer le poisson mais n'en récupère pratiquement plus aucun bénéfice et même les postes de travail du port bénéficient essentiellement à une main d'œuvre extérieure à la région.

Cela explique pourquoi, exaspérée par les promesses non-tenues et l'absence de réponses à ses demandes, un groupe de jeunes et de chômeurs a décidé, à la fin mai 2008, de bloquer l'accès au port, ce qui a déclenché en retour, à partir du samedi 7 juin, une répression d'une rare violence menée par les plus hautes autorités sécuritaires, celles-là mêmes qui exerçaient tout au long des « années de plomb » et qui se trouvent avoir des intérêts directs dans le secteur de la pêche dans la région.

## Le fil des évènements

Deux évènements ont provoqué le durcissement du mouvement :

- Des attributions de postes au sein de la municipalité, entachées de népotisme
- Un regain d'activité au port d'Ifni « comment tant de poisson peut arriver tous les jours et nous crevons de faim et restons chômeurs ? »

Le 30 mai, à la suite d'un rassemblement de protestation, des dizaines de jeunes, soutenus par la population, partent bloquer les accès du port et empêchent la sortie des camions frigorifiques chargés de poissons destinés à être traités et conditionnés à Agadir.

Le 2 juin, les autorités demandent l'ouverture de négociations avec les manifestants, mais elles n'aboutissent pas et dès le lendemain le groupe de bloqueurs grossit tandis que les femmes d'Ifni organisent des marches de solidarité et ce plusieurs jours durant.

Dans la nuit du 6 au 7 juin, les forces de l'ordre, venues de plusieurs régions du Maroc investissent la ville, par air, par terre et par mer. Plus de 4000 hommes de différents corps de répression bloquent les issues de la ville, dispersent violemment le piquet de blocage du port cependant qu'ils investissent les maisons des quartiers populaires, cassant les portes et le mobilier, faisant main basse sur tout ce qui a de la valeur, terrorisant les familles au saut du lit, arrêtant à tour de bras, violentant et terrorisant les femmes,

transformant les écoles en casernes. Dans les rues, la police matraque et tire des bombes lacrymogènes et des balles en caoutchouc.

Plusieurs témoins font état de morts, sans qu'il soit possible encore à ce jour de confirmer ou d'infirmer cette information. L'arrestation de Brahim Sebaalil et sa condamnation à 6 mois de prison, pour « diffusion de fausses informations » alors qu'il avait annoncé l'existence de morts lors d'une conférence de presse, visant bien évidemment à étouffer ce point. Des groupes de jeunes gagnent les montagnes environnantes, cependant que dans les commissariats, les personnes arrêtées par centaines sont soumises à des tortures et violences inouïes. La plupart seront relâchées, mais une dizaine sont inculpées et 4 sont transférées à la prison d'Inezgane. Les photos des tortures feront vite le tour du monde via Internet, des cas de viols sont dénoncés. A la télévision, le premier ministre, Abbas el Fassi, déclare qu'il ne s'est rien passé à Sidi Ifni.

Jouant son rôle d'aide aux citoyens de façon continue, tout de suite après la répression qui s'est abattue le samedi 7 juin, Attac Maroc s'est immédiatement associée à d'autres forces pour lancer une campagne d'information et de solidarité sur le mouvement d'Ifni. L'Etat et la presse aux ordres ont immédiatement désigné Attac [1] et l'ANDCM [2] comme les associations fautives de troubles.

Trois commissions d'enquête ont été constituées. La première, diligentée par l'OMDH, s'est rendue à Ifni quelques jours après les événements, en compagnie d'un représentant du gouverneur de la région Souss-Massa et a été de toute évidence beaucoup plus à l'écoute des représentants des autorités que des habitants de la ville. Tout en reconnaissant l'évidence d'une forte répression policière, son rapport s'est centré sur les pertes occasionnées par le blocage du port et a minimisé les violences subies par les habitant(e)s.

La deuxième commission, désignée par le Parlement, s'est rendue à Ifni à la fin du mois de juin mais n'a toujours pas rendu ses conclusions.

La troisième commission, constituée de 14 organisations de droits humains et du mouvement social a fait le constat des violences, viols et exactions subis par les habitant(e)s, pointé les zones d'ombre et rédigé un certain nombre de recommandations.

## **La résistance continue**

La répression qui s'est abattue sur Sidi Ifni n'est pas inédite au Maroc. Depuis 1965 et la violente répression des lycéens de Casablanca, d'autres dates aussi sombres jalonnent l'histoire du Maroc : 1981, 1984, 1994 ... et aujourd'hui encore de nouveaux charniers apparaissent.

Ce qui est nouveau, c'est qu'une telle violence n'a pas raison de la colère des habitants. Cinq jours après le « samedi noir » du 7 juin, une manifestation de plusieurs centaines de femmes en noir reprenait possession de la rue. Le 15, c'est une marche monstre de 12000 personnes qui sillonne pendant plusieurs heures les rues d'Ifni, avec la participation d'une caravane de solidarité venue de tout le Maroc. L'opération est rééditée le 22. Depuis, inlassablement la population se mobilise dans les quartiers populaires et continue à présenter ses revendications et à réclamer l'ouverture de réelles négociations, avec comme préalable la libération des prisonniers, l'arrêt des poursuites pénales et la reconnaissance publique des exactions du 7 juin.

Le 18 août, de nouveau, des manifestants décident de bloquer l'accès au port. La répression est immédiate et de nouvelles arrestations ont lieu, mais le mouvement reste très offensif, réclamant la libération des prisonniers, la satisfaction de ses revendications économiques et sociales, la poursuite des responsables des violences policières, le respect de la dignité des habitants. Cependant, les autorités manient la carotte et le bâton, le ministre de l'Intérieur multipliant les menaces et les arrestations tout en annonçant que différents projets seront mis à l'étude et en tentant de fissurer l'unité des habitants en organisant des réunions consultatives sans réel mandat avec des notables et des représentants de la société civile choisis par les autorités.

## **Leçons d'Ifni**

Le mouvement qui se déroule à Ifni est riche d'enseignements et constitue un test tant pour le mouvement social que pour le gouvernement. Il pose des questions qui débordent largement le cadre de ce petit port

naguère un peu assoupi et s'insèrent non seulement dans un mouvement social qui s'étend dans tout le sud marocain, mais aussi dans le débat qui parcourt le mouvement altermondialiste international.

En effet, il pose les questions fondamentales des politiques de l'emploi et du développement local, de l'accès aux services publics et de leur fonctionnement, mais il pose également les questions du rapport entre l'Etat et les citoyens et plus largement de la démocratie. Les Ifnaouis réclament de l'Etat qu'il assume ses fonctions : assurer aux citoyens des services publics accessibles pour tous et de qualité, promouvoir une politique de l'emploi reposant sur des perspectives réelles de développement local, rendre des comptes à la population sur son action.

Se heurtant à une fin de non recevoir, il n'est pas étonnant qu'ils aient boycotté massivement les dernières élections législatives, marquant par là leur colère d'être ignorés par l'Etat central mais aussi leur défiance vis-à-vis des partis tout aussi éloignés des préoccupations des citoyens. Répondre à de telles préoccupations de fond par la seule politique de la matraque ne peut qu'approfondir les rancœurs et creuser encore le fossé profond qui sépare le pouvoir de la population.

Mais dans le même temps, les Ifnaouis ne se complaisent pas en lamentations et pratiquent une forme de démocratie directe totalement inédite dans ce pays –et dans bien d'autres- s'imposant dans le débat municipal et régional en tant qu'acteurs à part entière. Ils redonnent ainsi son plein sens au mot « citoyenneté » tellement galvaudé dans les discours de gauche et de droite, dans la presse et par les ONG.

Il y a donc fort à parier qu'ils ne se contenteront pas du replâtrage des politiques dites de lutte contre la pauvreté comme ils ne se laisseront pas embobiner par des projets de développement qui satisferaient encore une fois les intérêts des gros bonnets de la pêche ou les multinationales du tourisme qui ont déjà manifesté leurs convoitises sur la région. Car ce qui est nettement posé derrière leur mobilisation, c'est la question du contrôle populaire sur les politiques publiques et de la démocratie.

Ces enjeux sont d'autant plus importants que d'autres villes, dans le sud du Maroc, connaissent des mouvements d'ampleur similaire et sur des revendications de même nature, où la question de la dignité apparaît comme centrale (citons les luttes des populations de Tata, pour des services de santé gratuits et de qualité, les luttes des habitants de Bouarfa contre la surfacturation de l'eau, les luttes des mineurs contre des conditions de travail et de salaire à peine imaginables,...).

Leur lutte est exemplaire et a une portée qui dépasse largement les limites de la ville, de la province et du Maroc. C'est pourquoi la solidarité avec les luttes de Sidi Ifni est encore une façon d'exprimer le rejet des effets sociaux dévastateurs de la mondialisation libérale.

## **Chapeaux bas devant les femmes d'Ifni**

Les femmes d'Ifni sont, comme dans bien d'autres régions du Maroc, souvent reléguées dans l'espace et les tâches domestiques et ne sortent dans la rue que couvertes d'un tissu ou d'un foulard symboles de leur décence et de leur réserve. Mais elles ont largement adhéré au mouvement de contestation et ont fait preuve d'un sens politique et d'un courage impressionnant. Premières victimes de la dégradation des services publics, notamment de santé, de la hausse des prix et de la disparition du poisson varié et bon marché des étals, les premières elles ont organisé des marches pour bien montrer que le bocage du port n'était pas une action minoritaire et isolée. Suffoquant de colère et de honte, elles n'ont pas hésité à témoigner, malgré les tabous, devant la presse, les télévisions, les enquêteurs, des viols et de toutes les violences physiques et verbales qu'elles ont subies.

Alors que les forces de l'ordre quadrillaient la ville et occupaient les rues, elles sont sorties, toutes en noir, les chairs encore meurtries des coups de matraque et de godillots, pour reprendre possession de la rue et libérer l'espace public. Cette irruption des femmes sur la scène publique et politique aura de toute évidence des répercussions profondes et prolongées et constitue déjà la première victoire de la révolte de Sidi Ifni.

### **Attac Maroc. 18 novembre 2008**

Notes

[1] Association pour la Taxation des Transactions financières et l'Aide aux citoyens.

[2] Association Nationale des Diplômés chômeurs au Maroc.

# La crise et les perspectives de la gauche radicale

Par Chawqui Lotfi et Aziz Mouhib

Le Maroc connaît un nouveau cycle politique où se combinent une crise du régime et un réveil partiel des mobilisations sociales. Cette situation n'est pas sans impact sur la gauche en général et ses courants radicaux en particulier qui cherchent un nouveau positionnement politique.

## Vers une crise politique ouverte ?

Le fait le plus marquant de la situation actuelle est le retournement de la conjoncture qui avait marqué l'avènement du nouveau règne. Celui-ci avait commencé par une illusion fabriquée de toute pièce : nous allions lentement mais sûrement vers un « État de droit » où seraient prises en compte les préoccupations sociales. Une décennie plus tard, la rupture entre les classes populaires et les institutions du pouvoir s'est approfondie. Les élections législatives de septembre 2007 qui devaient illustrer l'achèvement de la « transition démocratique » ont été un désaveu sans appel de l'ensemble de « la façade démocratique » et des partis politiques institutionnels, malgré un engagement direct de la monarchie pour une participation massive. Les taux d'abstention et de vote nul ont avoisiné les 83 %. Cette tendance s'est confirmée depuis et tout indique qu'il en sera de même pour les élections communales de cette année. L'ampleur de l'abstention exprime un rejet massif d'une démocratie de façade à bout de souffle. La crise de celle-ci exprime cependant des évolutions plus profondes que les simples comportements électoraux. Le propre de la mondialisation (et aujourd'hui l'impact de la crise mondiale) est d'accélérer le rythme général des contradictions internes et de déstructurer les mécanismes de régulation propres au « système makhzen » (1).

La monarchie n'est pas simplement un pouvoir politique absolu, elle est également le noyau dur économique des classes dominantes. A travers sa maîtrise de l'appareil d'État et des politiques économiques, elle a été le vecteur essentiel de la consolidation et de l'interpénétration des intérêts entre les différents segments de la classe dominante et de leur alliance avec le capitalisme international. Aucune ascension sociale, aucune activité économique d'importance, aucun marché et crédits, aucune cooptation dans le monde des affaires n'ont été permis sans son aval.

Plus largement, la confusion organique entre pouvoir politique et économique lui a permis de constituer des appuis sociaux dépendants, à un degré ou un autre, du sommet par une large politique clientéliste. Ce dernier ne s'est pas imposé seulement par l'usage de la force ou de l'idéologie mais par sa capacité à constituer une base matérielle à une politique d'allégeance sociale et politique. Le pouvoir a ainsi construit un appareil tentaculaire dont la clef de voûte est le ministère de l'intérieur. Essentielle dans la fonction de contrôle social et de répression, le statut social de la bureaucratie makhzenienne est lié à la permanence de rapports clientélistes et à l'existence d'un secteur public nourricier de ses privilèges qu'elle gère, à l'image du pouvoir lui-même, comme un patrimoine privé.

Les exigences imposées par l'Union européenne (UE) et la Banque mondiale (BM) d'un guichet unique pour les investissements, d'une justice indépendante notamment pour tout ce qui relève du droit des affaires, de transparence dans la gestion des aides et des réformes, de simplification des procédures administratives, de lutte contre la corruption, de mise en œuvre d'un marché financier et boursier, et de réduction des sphères d'intervention de l'État, ne sont pas sans conséquences sur son « réseau d'influence » et génère des « tensions » au sein des sphères dominantes. À ces divisions se combinent de lourds conflits récurrents autour de la restructuration du grand capital privé ou du rôle de l'État dans l'accompagnement de la zone de libre échange euro-méditerranéenne, conflits à travers lesquels le palais avec son groupe l'ONA (Omnium Nord Africain) a consolidé un empire économique hégémonique et développé des alliances avec les secteurs liés au marché mondial et les cercles dirigeants de l'armée. Cette situation défavorise également des secteurs du patronat incapables de faire face à la concurrence généralisée qui se développe comme en témoigne la multiplication des doléances et associations professionnelles. La tendance à la réduction de la base matérielle des politiques d'allégeance, d'octroi de sphères d'accumulation, rend de plus en plus difficile la « conciliation » entre les intérêts immédiats des

couches constitutives de la base sociale, au sens large, du pouvoir.

L'autre facteur essentiel réside dans la crise des moyens de légitimation politique. Si durant les premières années du règne de Mohammed VI, beaucoup ont cru à une démocratisation partielle et progressive des institutions, la réalité est tout autre. Non seulement la monarchie règne et gouverne mais elle le fait à l'écart des institutions dites représentatives. Si la monarchie a concédé historiquement un espace légal en apparence pluraliste, c'est dans le cadre d'une constitution et de rapports de pouvoir qui enlèvent toute autonomie et substance propre aux institutions représentatives. Le palais ne gouverne pas avec les partis mais à travers eux. L'accès « au pouvoir » des partis d'opposition qui allaient former le « gouvernement d'alternance » (1997-2002) a été ainsi borné par une série de conditions : respect des réformes libérales, ministères de souveraineté (de l'intérieur, des affaires étrangères, de la justice, de la défense etc.), respect du monopole politique du trône, abandon de toute exigence de réformes constitutionnelles.

Mais par là même c'est un des leviers historiques de la façade démocratique qui est ébranlé. Pendant des décennies, le conflit entre mouvement national (opposition) et le palais a structuré le champ politique. L'opposition a joué un rôle décisif dans le maintien d'une paix sociale et a permis une transition de règne consensuelle. Si elle encadrait des secteurs populaires et des fractions significatives du mouvement syndical, apparaissant largement comme un recours possible pour une transformation sociale et politique, ce rapport s'est effondré à partir du moment où elle est devenue une force de gestion loyale du système, y compris au détriment de ses propres bases sociales historiques. La capacité de l'opposition à canaliser les mobilisations sociales, syndicales et démocratiques sur le terrain institutionnel est entamée d'une manière irréversible. Mais l'autre aspect de cette dynamique est l'incapacité du pouvoir « à huiler » ses mécanismes formels de représentation. Les tentatives de s'appuyer sur de nouveaux partis, tel que le PJD (2) ou plus récemment la mise en orbite du « Parti de l'authenticité et de la modernité » dirigé par le secrétaire d'État de l'intérieur et ami personnel du souverain, ont fait long feu.

Par ailleurs les éléments de la crise se nourrissent d'autres facteurs plus souterrains. Un des fondements socio-politiques de la stabilité du pouvoir a reposé historiquement sur la maîtrise des campagnes. Depuis la signature des accords de libre échange, le Maroc a entériné la fin de l'exceptionnalité agricole. Le risque d'une contestation paysanne face à l'épuisement accéléré de ses maigres ressources, l'expropriation rampante des terres au profit d'une agriculture d'exportation concentrée et monopolisant les sources d'eau, la libéralisation de la concurrence, l'étouffement des marchés locaux, est réel. Il faut également rajouter que les petits et moyens propriétaires, clientèle historique des notables ou composantes de celle-ci, sont également affectés par cette dynamique. Sur un autre plan qui tient plus du référentiel symbolique mais qui participe centralement à la légitimation politique, la stabilisation à un haut niveau des forces islamistes et l'acceptation d'une de ses composantes dans le jeu politique minent le monopole politique de la référence religieuse et le statut du roi comme « commandeur des croyants ». De même, la montée de mouvement culturel amazigh malgré les tentatives d'instrumentalisation du pouvoir marque l'émergence de revendications identitaires qui sont contradictoires avec l'idéologie arabo-islamique et le fondement centralisé du pouvoir politique. Obéissant à une autre logique, la cristallisation en cours d'une nouvelle génération de Sahraouis qui renouvelle la lutte pour la reconnaissance des droits des Sahraouis à l'intérieur même des territoires administrés par le Maroc, souvent en lien avec la question sociale, représente un casse-tête pour le pouvoir.

Face à ces différents éléments de crise, potentiels ou réels, la monarchie s'expose de plus en plus et intervient sur tous les fronts au risque d'apparaître pour ce qu'elle est : un pouvoir qui a une responsabilité directe dans la situation sociale. Mais surtout un tel engagement ne repose au fond que sur la gestion au coup par coup des situations de tensions et par de nouvelles couches de peinture sur la crise qui affecte la société dans son ensemble. Et elle fait dans un contexte d'affaiblissement des médiations politiques, institutionnelles qui lui permettaient de s'offrir par le passé des bouffées d'oxygène. Nous assistons à la fin d'un cycle politique sans qu'émergent et se stabilisent de nouveaux mécanismes politiques d'intégration et de temporisation des conflits. Nous rentrons dans une phase d'instabilité profonde d'autant plus que le front social connaît des évolutions importantes.

## **Vers un renouveau des luttes ?**

L'offensive des classes dominantes s'est appuyée sur les exigences de l'intégration à la mondialisation capitaliste pour imposer une remise en cause radicale des rares acquis collectifs. Elle repose aussi sur la domestication des appareils syndicaux, le recentrage de l'opposition et la faiblesse générale des organisations de masse. En même temps, le « climat social se tend ». L'appel à une grève générale de

toute la fonction publique en mai dernier a été particulièrement suivie et les mobilisations sont récurrentes y compris dans le privé. La faiblesse principale de cette dynamique tient à l'isolement des mobilisations, à la prédominance des revendications catégorielles sans dynamique unificatrice. L'éclatement et la faiblesse du champ syndical rendent par ailleurs difficiles des dynamiques de convergence. Malgré cela, on assiste à une syndicalisation en extension dans certains secteurs (ouvriers agricoles, transports routiers, différents corps de fonctionnaires). Le renforcement du poids de la gauche radicale au sein de nombreuses fédérations est manifeste sans pour autant que cela soit un levier suffisant pour la construction d'un rapport de force global. La période qui s'ouvre est celle d'une « lente recomposition » au sein même d'une « décomposition » mais qui peut connaître des accélérations en raison de l'ampleur de l'offensive et de la crise des directions incapables de légitimer leur « attentisme ». Le défi — et le débat en gestation au sein de la gauche radicale — est de passer d'une guerre de positions qui lui a permis un enracinement relatif mais réel, voire majoritaire dans certains secteurs, à une stratégie d'ensemble qui donne corps à une opposition populaire unitaire et structurée, en évitant le double travers d'une stratégie suicidaire de confrontation frontale compte tenu des rapports de force, et le risque d'un repli sectoriel avec ses dangers de paralysie face à la bureaucratie.

Mais c'est sur le terrain social qu'apparaissent plus clairement des dynamiques émergentes. Le fait le plus significatif de ces dernières années est la montée de luttes qui concernent les « conditions de vie » et « l'accès aux droits ». Cela a concerné « les coordinations contre la vie chère » nées de mouvements de résistance spontanés des habitants des quartiers populaires contre la hausse des factures d'eau et d'électricité. Cette dynamique a entraîné des secteurs populaires qui dépassent largement les réseaux militants à travers parfois des actions de désobéissance (refus collectif de payer les factures) et des manifestations quotidiennes. Malgré la difficulté de définir des perspectives centrales et la reprise en main partielle des coordinations par des courants électoralistes, une véritable disponibilité à la lutte s'est manifestée.

Dans la même veine, on peut noter une montée des mobilisations dans les campagnes, les petites ou moyennes villes où se combinent crise urbaine et crise rurale. La marginalisation sociale subie, la privatisation ou l'inexistence de services publics, l'explosion du chômage ont été la toile de fond d'une série de résistances populaires prenant parfois un caractère de quasi-soulèvement dont Sefrou et Sidi Ifni sont les épisodes les plus connus. La caractéristique foncièrement nouvelle de ces mobilisations tient dans leur massivité, détermination, durée, avec une nette conscience de la légitimité de leurs revendications. Elles cherchent à s'appuyer sur leurs propres forces sans compter sur les médiations politiques et syndicales traditionnelles. Cela traduit un état d'esprit nouveau loin des émeutes classiques écrasées dans le sang (comme en 1981, 1984 et 1990) ou des luttes dévoyées par des appareils de collaboration de classes aujourd'hui en crise. Elles traduisent aussi l'entrée en scène d'une nouvelle génération et de nouveaux secteurs sociaux qui n'ont rien à perdre ou qui ont tout perdu. La jeunesse n'est pas en reste de ce climat social nouveau comme en témoigne le fer de lance qu'ont pu jouer les lycéens dans la solidarité récente avec le peuple palestinien ou la reprise d'une combativité étudiante malgré la crise de leur organisation syndicale. Le pouvoir a parfaitement conscience des potentialités de ce « réveil social ». Si ces tendances venaient à s'étendre, à cristalliser des mouvements de masses prolongés et toucher les grandes villes, une crise ouverte du pouvoir sera inévitable, lourde d'incertitudes pour les dominants. A plus forte raison si ces mobilisations débordent de leurs revendications initiales et intègrent une lutte contre la répression et des objectifs démocratiques.

Cette combinaison est d'autant plus possible que la crise de la façade démocratique la nourrit et que les mobilisations se heurtent d'emblée à l'appareil gouvernemental et répressif. Il y a une nette inflexion sécuritaire visant à restaurer un climat de peur, de punition collective et d'avortement de toute dynamique. En ce moment même ce sont des dizaines de militants étudiants, chômeurs, syndicalistes, ouvriers agricoles, lycéens ou simples citoyens qui sont poursuivis dans toutes les régions du pays. La politique globale menée cependant à accumuler les foyers d'incendie et à élargir les fronts de lutte. Leur jonction et développement sont un défi majeur de la gauche anticapitaliste en raison même de la désertion de la gauche institutionnelle.

## **Crise et discrédit de la gauche traditionnelle**

L'effondrement social et politique de la gauche traditionnelle est un fait : elle a exécuté les politiques antipopulaires sans même un maquillage social-libéral au prix d'une rupture avec les classes populaires et d'importantes scissions.

En moins d'une décennie, la principale force historique d'opposition, l'Union Socialiste des Forces Populaires (3), membre de l'Internationale socialiste, a connu le départ de la majorité de son organisation de jeunesse et de sa branche syndicale. Ses derniers résultats électoraux traduisent un déclin prononcé auquel se combine une crise ouverte de son appareil, ce qui ne l'empêche pas de rester présente dans la majorité gouvernementale actuelle.

Mais ce qui est qualifié de gauche démocratique est aussi aujourd'hui en perte de vitesse. Celle-ci regroupe des composantes diverses : le Parti socialiste unifié (4), le Parti de l'avant-garde démocratique socialiste (5), le Congrès National Unioniste qui est le bras politique de la confédération démocratique du travail depuis sa rupture avec l'USFP. Le propre de cette mouvance est qu'elle a toujours refusé une participation gouvernementale sans conditions : elle estimait nécessaire au préalable l'ouverture de réformes constitutionnelles et politiques constitutives à ses yeux d'une transition démocratique vers l'État de droit. Mais en réalité, cette mouvance ne s'est jamais placée en concurrence de la gauche gouvernementale. Elle a toujours considéré celle-ci comme une composante de l'alternative démocratique et même sous le gouvernement dit d'alternance elle s'est positionnée dans une attitude de soutien externe à peine critique, quand elle n'a pas nourri les illusions sur l'ouverture démocratique du « nouveau règne ». Certaines de ses composantes — la bureaucratie politico-syndicale de la CDT (6) — sont depuis longtemps embarquées dans la collaboration de classe.

Ces forces ont subordonné toute stratégie de changement à un « compromis historique » avec le pouvoir et à une « lutte à l'intérieur des institutions parlementaires et municipales » avalisant la mécanique intégrante de la façade démocratique, quitte à devenir une opposition de façade ou impuissante. C'est cette réalité qu'a sanctionné la majorité de la population lors des élections législatives de septembre 2007, ces forces engagées dans une alliance électorale ont obtenu cinq sièges. Sans tirer un quelconque bilan, la « gauche démocratique » continue sur sa lancée malgré des éléments de crise interne et de décomposition très forts. Elle cherche d'ailleurs à nouer des alliances avec la gauche gouvernementale membre de l'exécutif actuel à l'occasion des prochaines échéances électorales.

## **Vers un front anticapitaliste**

C'est dans ce contexte général que des organisations radicales ont décidé d'impulser une « alliance stratégique » qui préserve l'autonomie de chaque courant, tout en visant à créer les conditions politiques, programmatiques et pratiques d'une unification durable de l'activité militante sur tous les fronts de lutte. C'est la première tentative sérieuse interne au camp réellement radical depuis les années 1970. Ce processus concerne à cette étape trois courants : la Voie Démocratique (7), l'Option de la gauche démocratique basiste (8) et Solidarité pour une alternative socialiste mais son objectif vise à rassembler sans exclusive tous les courants combattifs et radicaux.

Les facteurs qui ont suscité cette dynamique ne sont pas étrangers aux évolutions décrites plus haut. Il y a d'abord une convergence concernant l'analyse de la situation globale. Sur le plan général, il y a une compréhension commune des grandes tendances de la situation mondiale en termes d'analyse de la dynamique de la mondialisation capitaliste et de la crise actuelle, de la nature de l'offensive de l'impérialisme, de ses limites et contradictions et des grandes mutations qualitatives qui ont affecté les courants historiques du mouvement ouvrier et anti-impérialiste. Mais aussi des convergences sur l'analyse de la période politique propre à la scène marocaine ; celle de la continuité autoritaire du régime, de la fin d'un cycle politique marqué par l'épuisement de la façade démocratique et le déclin de l'opposition historique, celle d'un renouveau contradictoire mais réel des mobilisations populaires. A ces convergences qui touchent plus la caractérisation de la situation se combine une compréhension rapprochée des tâches : la nécessité d'un parti de classe radicalement indépendant de la gauche gouvernementale et parlementaire, une stratégie de construction des rapports de forces qui s'appuie sur l'enracinement des mobilisations, leur extension et convergences plutôt que sur l'intégration institutionnelle, la nécessité d'organisations de masse combattives et d'une lutte contre les stratégies de « dialogue social » portées par les bureaucraties, la nécessité d'un renouvellement du projet socialiste qui intègre les leçons des échecs bureaucratiques et les problématiques « nouvelles » (écologie, questions identitaires...), et un internationalisme plus conséquent qui permette au courant anticapitaliste mondial de reprendre l'offensive.

L'ensemble de ces éléments, même si ils sont différemment cristallisés et agencés en fonction des courants, constitue un socle solide pour envisager au minimum un dialogue constructif et une unité d'action.



Mais l'enjeu, et c'est le sens de cette alliance stratégique, est plus vaste : il s'agit de positionner un pôle anticapitaliste public clairement identifié qui peut incarner une opposition globale et cohérente. Cette conviction se nourrit aussi d'un constat commun : dans la situation d'instabilité sociale et politique qui s'ouvre, aucun courant ne peut à lui seul polariser les radicalisations, intervenir dans l'ensemble des luttes et résoudre concrètement la question politique de la construction d'un autre rapport de force. Il s'agit donc d'avancer vers l'unité mais aussi de construire celle-ci sur des bases solides pour lui permettre un redéploiement et le dépassement de ses contradictions internes. La méthode adoptée est celle d'un débat public sur toutes les questions fondamentales de la lutte sans occulter les divergences mais sans que ces dernières empêchent toute unité d'action et la construction d'expériences communes, qui permettent de vérifier dans la pratique, ce qui ressort de malentendus et de différences réelles et dans ce processus, de prendre le temps de les traiter démocratiquement. Il y a aussi une nette conscience de la nécessité non pas de juxtaposer des positionnements mais d'élaborer collectivement des réponses politiques globales, y compris en se nourrissant des expériences et traditions des uns et des autres.

Les questions tactiques — même si elles ont leur importance — ou les questions relatives immédiatement au travail de masse — sans d'ailleurs les occulter — n'y sont donc pas de portée immédiate, mais plutôt la dimension politique du projet et de son contenu stratégique dans les conditions non pas intemporelles, mais bien concrètes de la lutte des classes au Maroc. Cette approche rompt avec les conceptions sectaires et doctrinaires et s'engage dans une reconstruction sociale et politique d'une gauche de combat en partant des défis globaux imposés par la situation. C'est le contenu en filigrane de la déclaration commune des trois organisations (9).

La phase actuelle ne fait que débroussailler le terrain mais tout le chemin reste à construire, les difficultés nombreuses et les tests réels sont devant nous. L'enjeu est de construire la capacité de ce « front » à jouer en tant que tel, un rôle moteur dans les résistances sociales et démocratiques tout en maintenant un caractère ouvert du processus en direction d'autres groupes radicaux. C'est également cette dynamique unitaire et radicale tournée vers l'action qui permettra de convaincre nombre de militants du mouvement de masse et la nouvelle génération qui fait son expérience. Il faut aussi prendre le temps d'apprendre à faire ensemble. Une difficulté majeure réside à ce niveau : dans le déficit d'élaboration d'un programme d'action transitoire compte tenu de l'éclatement profond des résistances, de la multitude des revendications catégorielles, de la situation contradictoire des luttes sociales, et de l'absence d'expériences significatives de luttes politiques de masses indépendantes.

Il faudrait aussi rajouter le poids des traditions politiques marquées par des conceptions différentes de l'articulation luttes sociales et luttes politiques. Le défi est à la fois d'un renouvellement patient des pratiques et des élaborations revendicatives non pas « en vase clos » mais au cœur des combats et de l'expérience commune où il n'est exigé de personne de se renier mais en pariant sur des recompositions, des clarifications, un élargissement qui permettront à la gauche radicale de s'affirmer comme un sujet politique crédible.

**Chawqui Lotfi et Aziz Mouhib sont militants de Solidarité pour une alternative socialiste (SAS) qui se réclame du marxisme révolutionnaire et est issue d'une scission très minoritaire de forces marocaines de la IVe internationale il y a plusieurs années. Inprecor N° 549-550, mai-juin 2009**

#### Notes

1. Le makhzen est la face cachée de la « façade démocratique » et désigne l'appareil central du pouvoir.
2. Le Parti de la justice et du développement (PJD) est une formation islamiste légale pro-monarchiste.
3. L'USFP : principal parti de l'opposition parlementaire issue de la gauche nationaliste devenu un parti gouvernemental gestionnaire et libéral dans ses orientations.
4. Le PSU regroupe pour partie des courants issus de tradition marxiste-léniniste qui ont rompu avec toute problématique révolutionnaire et des courants issues de la crise de la social-démocratie. Il connaît une crise organisationnelle importante.
5. Le Parti d'Avant-garde Démocratique et Socialiste (PADS), une rupture de gauche de l'USFP en 1983, se revendique du « socialisme scientifique » et a connu un déclin important de ses forces depuis les années 1990. Le PADS a opéré un recentrage politique et opte pour la participation aux institutions depuis les élections en 2007.
6. Confédération démocratique du travail (CDT) est un syndicat historiquement lié à la social-démocratie (avant sa scission) et à son courant « populiste ». La CDT a connu elle aussi par la suite diverses scissions.
7. La voie démocratique constituée en 1994 est issue des militants et cadres de l'organisation marxiste-léniniste Ilal Amam (« En avant »), principale opposition radicale dans les années 1970, qui a subi une très forte répression.
8. L'OGDB est issue d'une des tendances basistes en référence au courant radical historique du mouvement étudiant. Ils se sont constitués en rupture avec le mouvement des « démocrates indépendants » qui a rejoint le PSU. Cette organisation se revendique du marxisme mais sans une identité politique cristallisée
9. La déclaration peut être consultée sur le site de l'ESSF : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article13086>

# Luttes étudiantes

## **Par Union Nationale des Etudiants du Maroc (Unem), Courant des étudiants révolutionnaires (IVe Internationale)**

Les luttes des étudiants ont été réprimées violemment par le pouvoir marocain, arrêtant et condamnant des dizaines d'étudiants et étudiantes à Fès, Taza, Meknès, Oujda, Tanger, Marrakech et Agadir.

L'université et l'école publique marocaine connaît une attaque continue contre le droit à un enseignement libre gratuit. Cette attaque s'inscrit dans le cadre de la réforme de l'Éducation instauré par l'État en 1999, sous la pression de la Banque Mondiale, et validé par le Parlement du Roi en mars 2000. La mise en place d'un « plan d'urgence » à la rentrée 2009-2010 s'inscrit dans cette logique.

L'objectif est clair : la casse de l'université publique, gratuite et populaire, et la mise en place d'universités sélectives répondant aux besoins du capital, à l'instar de ce qui se passe dans plusieurs pays qui sont sous l'emprise de la Banque Mondiale libérale.

En réponse à cette attaque, le mouvement étudiant dans le cadre de son organisation : l'Union Nationale des étudiants du Maroc (Unem), a entamé des luttes héroïques ces dernières années où les courants de la gauche révolutionnaire ont été à la pointe. Ces luttes ont été réprimées violemment par le pouvoir marocain, arrêtant et condamnant des dizaines d'étudiants et étudiantes à Fès, Taza, Meknès, Oujda, Tanger, Marrakech et Agadir.

## **L'université d'Agadir 2010 : une dynamique de lutte populaire et démocratique**

L'université d'Agadir a connu cette année une lutte continue sous le mot d'ordre : « tous contre le plan d'urgence » en réponse aux conditions de scolarité et d'hébergement des étudiants : absence de moyens de transport, retards de versement des bourses, militarisation de la cité universitaire, absence de restaurant universitaire, baisse des effectifs des enseignants, sureffectif des étudiants, résultats universitaires catastrophiques douteux, mauvaise gestion de l'université... Cette situation a été également critiquée par le syndicat du corps enseignant qui a observé une grève de deux jours en solidarité avec la lutte étudiante.

La lutte étudiante a atteint son pic pendant les mois de février et mars 2010, où toutes les facultés de l'université étaient mobilisées et où l'auto-organisation de la lutte a permis une participation réelle de tous les étudiants dans la décision et l'organisation. Cette lutte a également connu une importante participation féminine. Et grâce à la résistance des étudiants, une partie des revendications a été arrachée, et notamment à la faculté de Droit. Cette dynamique a redonné confiance aux masses étudiantes et une légitimité aux militants et militantes de l'Unem.

En réponse à cette lutte courageuse, la direction de l'université a imposé des dates d'examens début juin, juste après l'arrêt de cours, dans une tentative de faire échouer une grande partie des étudiants. Cette décision unilatérale injuste a donné lieu à une nouvelle lutte étudiante qui a abouti sur la décision de boycotter les examens et une manifestation géante a été organisée, défiant le blocus policier imposé autour de l'université, ce qui a donné lieu à des affrontements avec les forces de répression.

## **L'université d'Agadir 2010 : la lutte continue malgré la répression, le blocus et les arrestations**

Le 7 juin, sous un blocus policier encore plus important, une assemblée générale a été organisée le matin à l'université et la décision de boycott des examens a été confirmée démocratiquement. Dans l'après-midi, les forces de répression ont investi l'université, à la demande de la direction. Des affrontements ont eu lieu et ont duré jusqu'en début de soirée dans tous les quartiers avoisinant l'université. Les forces de répression ont contraint une petite partie des étudiants à passer les examens, les enfermant dans les salles et amphithéâtres, et les insultant et menaçant sous les yeux des enseignants.

Une trentaine d'étudiants ont été arrêtés puis une partie relâchée aux alentours de minuit. Cinq étudiants et

étudiantes n'ont pas été libérés : Souad Haouti, Amine Bassir, Hicham Laaribi, Abdelfettah Ait Belkacem, Mohamed Mejdouf. L'intervention policière sauvage a également donné lieu à plusieurs blessures et notamment une étudiante à la faculté de Lettres, poussée du deuxième étage et qui est dans un état grave.

La répression policière a fait échouer le boycott des examens et les arrestations ont continué, intervenant aux domiciles des étudiants et étudiantes : Kamal Boutbagha, Mohamed Chouiss, Lahcen Benzouin, Mbarek Lkadi, Abdelaziz Ahdib. Les dix personnes arrêtées ont été présentées le 10 juin devant la justice de classe, avec des inculpations lourdes et infondées : violence contre fonctionnaires, résistance aux représentants de l'ordre avec violence, destruction de biens,... Les jugements ont été reportés au 21 juin 2010. Cinq personnes sont poursuivies en liberté conditionnelle alors que les cinq autres (Souad et cie) ont été emprisonnés dans le triste bagne d'Inezgane.

Le 14 juin, deux militantes étudiantes ont été également arrêtées au sein de l'université : Saadia Dhayem et Zahira Boulmsitri. Elles seront jugées le 16 juin prochain. Et la liste des arrestations suite à la lutte étudiante à Agadir risque de s'allonger au vu de la plainte déposée par la direction de l'université.

## **Maroc, juin 2010 : un mois de plomb de la « nouvelle ère »**

Le pouvoir marocain a décidé de réprimer tout mouvement contestataire, et notamment le mouvement étudiant très actif. Ainsi, le 14 juin, deux militants étudiants à l'université de Marrakech (Youness Salmi et Mohamed Larabi) ont été arrêtés avant qu'ils ne soient relâchés provisoirement (liberté provisoire).

Le 12 juin, le militant Abdelilah Alilabt (université de Tanger) a été libéré après cinq mois d'emprisonnement, alors que deux militants étudiants de Marrakech et quatre autres d'Oujda croupissent encore dans les geôles du pouvoir marocain.

Les treize militants phosphatiers à Khouribga (lutte des 850 de la Smesi) ont été condamnés à quatre mois de prison ferme. Cinq chômeurs et syndicalistes ont été arrêtés à Figuig et ils seront jugés le 29 juin prochain. La population de Missouri, en lutte pour récupérer les terres injustement perdues, a été violemment réprimée et onze citoyens et citoyennes sont poursuivis.

## **Pour la convergence des luttes contre l'oppression**

Les luttes que connaît l'université marocaine, malgré la volonté héroïque des étudiants engagés, se caractérisent par leur cadre local et partiel. Cela est le résultat de la destruction des cadres organisationnels de l'Unem depuis les années 1980 par les forces de répression et par là la fragilité des cultures démocratiques au sein du mouvement étudiant, entre les différentes composantes.

Cette année, le mouvement étudiant a franchi un grand pas en avant pour reconstruire un cadre démocratique et unitaire pour les luttes, et ce à travers la rencontre nationale publique de quatre courants progressistes de l'Unem, le 23 mars 2010, à l'université de Marrakech, l'occasion de discuter de la violence dans l'université, de la répression politique et des perspectives unitaires de la résistance estudiantine.

Cette dynamique positive des composantes de la gauche révolutionnaire marocaine explique en grande partie la répression organisée par le pouvoir contre l'Unem à Agadir, Marrakech et dans d'autres universités marocaines.

La responsabilité des différents courants du mouvement étudiant est de faire face à cette répression sauvage, renforcer les liens et le débat démocratique en son sein, et d'essayer de converger leur lutte avec les luttes ouvrières et populaires sur la base commune de défense des libertés syndicales et politiques et le droit à l'Éducation, le droit à un emploi, le droit à l'organisation.

Cette situation nécessite également une solidarité active de toutes les forces de lutte au Maroc et à l'étranger avec toutes les victimes de la répression politique au Maroc et notamment les détenus du mouvement étudiant à Agadir et Marrakech et ailleurs.

Liberté pour tous les détenus politiques !

26/06/2010

# Vers des luttes sociales majeures

Par Chawqui Lotfi

Plusieurs décennies de politiques d'ajustement structurel, combinées aux effets des accords de libre-échange signés avec l'Union européenne, ont abouti à une extrême concentration des richesses et à une crise sociale sans précédent. Le pays est sous la coupe des entreprises du CAC 40 en lien avec le Palais qui s'est construit un véritable empire économique et financier. Mais le revers est évident : Le nombre des pauvres « absolus » a doublé en dix ans et la majorité vit avec moins de 3 euros par jour. Des millions de personnes sont exclues de la satisfaction des besoins les plus élémentaires en éducation (68% d'analphabètes), eau potable (seulement 57% de la population y a accès), électricité, soins (un médecin pour 2200 habitants, 1% du PIB), logement salubre (le déficit est estimé à plus d'un million). 7, 4 millions de personnes sont sans retraite.

Au Maroc, la part de la rémunération des salariés oscille entre 34% et 37% de la valeur ajoutée alors que la part du capital est de 65%. La contradiction entre la logique d'accumulation et de prédation et la satisfaction des besoins et droits élémentaires devient explosive et soulève de larges couches de la société, y compris celles qui sont sans tradition de luttes ou des secteurs des classes moyennes, en voie de paupérisation.

Traditionnellement, la contestation prenait deux formes principales : celles des mobilisations encadrées par l'opposition légale, à la veille d'échéances électorales, ou celle de « l'émeute » pouvant embraser une ville, une région ou tout le pays. Or depuis quelques années, un processus nouveau se cristallise à travers des expériences partielles menées sur plusieurs fronts. L'opposition parlementaire, associée depuis plus d'une décennie aux politiques gouvernementales, et les directions syndicales, engluées dans le « dialogue social », n'ont plus la même capacité d'encadrement. Mais au lieu d'ouvrir un espace aux explosions de colère, ce sont des luttes prolongées, de masse, autour de la défense des droits élémentaires, qui se développent.

## Des mobilisations de trois types

Quitte à être schématique, on peut dresser une cartographie sociale de ce nouveau cours de la lutte des classes.

Ce sont souvent les couches sociales les plus démunies, dans les régions marginalisées qui mènent des luttes très dures. Séfrou, Tata, Sidi Ifni, ou très récemment Tinghir appartiennent à ces catégories. Les habitants de Sidi Ifni qui se sont soulevés durant de longues semaines, se dotant de formes d'auto-organisation partielles et revendiquant une autre répartition des richesses et le droit à l'emploi, ont été le phare de ce type de mobilisations. Ce qui les caractérise, c'est qu'elles mettent en mouvement des secteurs majoritaires de la population et s'inscrivent dans une dynamique d'affrontement de masse avec les relais locaux du pouvoir central.

On trouve une dynamique semblable dans les régions montagneuses où des communautés que certains qualifient de tribales organisent des marches, des sit-in pour exiger le désenclavement des routes, l'accès aux soins, à l'eau potable, à l'électricité. Ce sont les premières réponses collectives à la marginalisation imposée par la mondialisation capitaliste qui exclut certains territoires et les populations qui y vivent, de toute satisfaction des besoins élémentaires, des services publics de base et qui voient leurs richesses naturelles spoliées par la mafia régnante et les multinationales.

Le deuxième type de mobilisation qui connaît un cours ascendant concerne les ouvriers agricoles et certaines catégories de la petite paysannerie. La poussée de l'agriculture productiviste et d'exportation combine une croissance des ouvriers surexploités dans les grandes exploitations et une expropriation de la paysannerie pauvre. Cette situation, notamment dans la région du Souss, zone essentielle des investissements étrangers et des grandes familles capitalistes, concentre des contradictions explosives. Le nombre de journées de grève et l'extension de la syndicalisation en sont un indice, de même que les mobilisations plus spécifiques contre la destruction de la culture vivrière. On retrouve cette même dynamique dans d'autres régions. L'élément essentiel est la fin de la paix sociale dans les régions rurales qui avait historiquement permis au pouvoir d'asseoir sa domination.

Le troisième type de mobilisation concerne les couches urbaines paupérisées contre la hausse des prix, pour le droit à l'emploi et le logement. Les coordinations contre la vie chère ont montré la possibilité d'organiser la lutte à partir des quartiers populaires, aboutissant dans certaines villes à des manifestations quotidiennes et à des pratiques de désobéissance civile (refus de payer les factures d'eau et d'électricité). Les luttes pour le droit au logement mobilisent des centaines de familles qui vivent dans les bidonvilles et sont l'objet d'expropriation en raison de la spéculation foncière ou qui se sont retrouvées « sans toit » à la suite d'inondations. Le mouvement des diplômés chômeurs, et les luttes étudiantes qui tendent à sortir de l'enceinte universitaire, malgré une forte répression, maintiennent un niveau de combativité qui pèse sur le climat social général.

## **Accumulation des forces**

Dans le privé et le public, des luttes se décident et se coordonnent, sans attendre l'aval des directions avec une volonté d'extension. Ainsi à Zagora, Ouarzazate, Tata ou Bouarfa, la bataille spécifique contre les réformes libérales et le démantèlement des statuts dans l'éducation nationale se combine à des mouvements de grèves reconductibles et à une lutte plus large pour le droit à l'éducation visant à associer parents et élèves. Dans le privé, les ouvriers du phosphate luttent depuis plus d'un an contre les formes de précarité et les licenciements imposés, alors que dans le textile, des luttes quotidiennes se développent.

Il faut aussi souligner les mobilisations au Sahara occidental où la génération actuelle a redonné une assise de masse à la lutte pour le droit à l'autodétermination tout en mettant en avant les droits sociaux de la population, comme en témoignent les événements récents à Laayoune. On ne peut pas non plus faire l'impasse sur la montée du mouvement culturel berbère dont une fraction cherche à promouvoir des formes de résistances actives et indépendantes du pouvoir.

Les traits principaux de ces mobilisations sont à souligner: il s'agit de l'affirmation dans la conscience collective de la légitimité des droits sociaux et humains qui se heurtent frontalement aux rapports de classes et de domination. La «question sociale» et l'accès aux droits est l'élément déterminant. Les forces motrices qui donnent une vigueur particulière à ces résistances sont la jeunesse et les femmes qui entrent en lutte massivement. Ce sont souvent des secteurs sociaux non représentés par les organisations traditionnelles syndicales et politiques qui inaugurent de nouvelles traditions de luttes, marquées par l'action collective, la détermination, la solidarité, la capacité à s'inscrire sur la durée, un fort sentiment de dignité et de légitimité.

Pour autant, nous ne sommes pas (encore) dans le cadre d'un nouveau cycle de mobilisation de masse contre le despotisme et le libéralisme sauvage mais dans un processus d'accumulation des forces dans le cadre de combats partiels et défensifs. Si ces luttes se nourrissent les unes des autres, elles sont sans dynamique unificatrice et perspective nationale. Le corps social se relève des années de plomb et des illusions sur le nouveau règne dont la base sociale et politique s'est rétrécie. Il existe une extension géographique et sociale de la lutte à partir de la multiplication de préoccupations spécifiques mais dont la matrice commune est la dégradation générale des conditions de vie et de travail. La crise accélère ce processus.

Ce réveil social multiforme se combine à une crise politique de légitimité des partis établis, des élus, des institutions comme en témoignent l'abstention massive et le pourcentage de votes nuls à chaque élection. La crise de la façade démocratique nourrit un sentiment massif qu'il n'y a rien à attendre du jeu politique officiel, des partis corrompus et inféodés et que ce pouvoir est au service des « racketteurs du peuple ».

Dans ce climat général, la gauche radicale n'est pas en extériorité. Elle est la principale force qui organise ou soutient ces mobilisations. Bien qu'encore minoritaire à l'échelle de la société, elle occupe aujourd'hui des positions clés dans le mouvement social, démocratique et syndical combatif. La Voie démocratique qui en est la principale composante a initié, avec Solidarité pour une alternative socialiste, un processus d'unité d'action et de débat auquel répondent aujourd'hui la quasi-totalité des courants anticapitalistes et radicaux organisés (dont Al-Mounadil-a qui entretient également des relations régulières avec le NPA), ouvrant la possibilité d'une alliance qui pèserait davantage dans la construction d'une alternative globale, d'autant plus que le ras-le-bol accumulé peut donner lieu, à court terme, à un embrasement généralisé.

**Publié dans la revue « Tout est à nous ! » (NPA) N° 18 (février 2011).**

# Tous avec les jeunes du 20 février

Par Journal Al mounadil-a

Sous l'impact des révolutions populaires en Egypte et en Tunisie et conscients de l'impasse où se trouve le Maroc :

- ▶ Politiquement à cause de la mascarade démocratique en cours depuis 50 ans
- ▶ Economiquement à cause des politiques dictées par la Banque mondiale et l'Union européenne et qui servent que les intérêts d'une minorité
- ▶ Socialement à cause des conséquences des dites politiques : chômage des jeunes, oppression, pauvreté, ignorance, faim, maladies, immigration clandestine, consommation de drogues et prostitution. . .

Des groupes de jeunes marocains appellent à faire du dimanche 20 février, une journée de protestation pour revendiquer un changement politique qui aboutira à une véritable démocratie et à résoudre les problèmes de la majorité écrasante des Marocains, victimes de politiques appliquées jusqu'à maintenant.

Face à cette annonce, les médias et les politiciens du régime, qui se présentent comme progressistes ou d'opposition, se surpassent pour insulter et coller l'étiquette de « traites » à ces jeunes. Le régime par voix interposées tente de torpiller l'initiative du 20 février et de criminaliser l'ensemble de ceux qui refusent le consensus national concernant « l'exception marocaine ». Cette position défend l'autoritarisme politique et l'oppression socio-économique. Elle est portée aujourd'hui par ceux qui profitent du statu quo et sont complices du régime.

Les jeunes marocains ont le droit, intouchable, d'exprimer leurs opinions politiques, de protester, de se rassembler et d'organiser des marches, quelles que soient leurs revendications. Les jeunes veulent un Maroc de liberté, de justice et de dignité. L'appel de ces jeunes est le signe d'une vitalité sociale prometteuse et tout vrai démocrate ne peut que soutenir cet appel de toutes ses forces, et sans hésitation.

L'initiative des jeunes de descendre dans la rue pour exiger la démocratie rompt avec les traditionnelles requêtes portées par les partis de l'opposition classiques qui demandent des miettes au pouvoir. Les jeunes empruntent ainsi le vrai chemin du changement : la lutte populaire sur le terrain.

Quelles que soient les revendications actuelles du mouvement 20 février, ce combat mènera, inéluctablement, à la conclusion que la démocratie au Maroc passe par l'élection d'une Assemblée constituante qui aura pour mission de mettre en place une constitution nouvelle qui définira la manière dont le peuple se gouvernera. Ce texte fixera la nature du régime économique et social que désire le peuple.

Pour ces raisons, tout démocrate ne peut que soutenir cette initiative courageuse, en participant aux mobilisations préparatoires et en prenant part aux marches du dimanche 20 Février.

En avant jeunes du Maroc ! la lutte paie !

**Journal Al mounadil-a. Le 15 février 2011**

# Manifestations de masse à l'appel de la jeunesse

## Interview d'un camarade du journal marxiste révolutionnaire Almounadil-a (Le Militant)

**Le Maroc n'échappe pas à la montée révolutionnaire qui balaie l'ensemble du monde arabe aujourd'hui. Le dimanche 20 février, des manifestations rassemblant des milliers de personnes se sont déroulées dans plusieurs villes du pays. Un camarade d'Agadir répond à nos questions.**

**Peux-tu nous décrire ce qui s'est passé dans plusieurs villes du Maroc ce dimanche 20 février ? En quoi est-ce un événement extraordinaire ?**

Des centaines de milliers de Marocains-es étaient dans la rue le 20 février 2011 à la suite de l'appel à manifester lancé par des groupes de jeunes sur Facebook sous l'impact des révolutions en cours dans la région. Malgré la forte campagne de dénigrement organisée par le régime et par toutes les forces politiques qui le soutiennent, utilisant même les medias publics pour annoncer la veille que l'appel à manifester était suspendu, allant jusqu' à accuser l'initiative d'être à la solde du régime algérien et du Front Polisario qui revendique un Etat indépendant au Sahara occidental, l'appel a été suivi d'une manière sans précédent exceptés les mobilisations de soutien aux peuples palestinien et irakien. A ajouter aussi le fait que les autorités avaient allongé les congés scolaires de deux jours pour affaiblir la participation des lycéens.

Les manifestants ont parcouru les grandes avenues et places publiques, revendiquant une vie digne et en premier lieu le droit au travail étant donné le haut taux de chômage, celui des jeunes diplômés y compris, et scandant des slogans contre la corruption et contre la détérioration des services publics.

Néanmoins la caractéristique essentielle et nouvelle de ce mouvement réside dans son caractère politique. Les Marocains ont ras-le-bol de la démocratie de façade qui dure depuis des décennies. En témoigne le taux très élevé d'abstentions aux dernières élections parlementaires et locales.

Sous l'effet des révolutions en cours, les manifestants ont demandé le changement, la démocratie et la dignité. Les revendications politiques allaient de la dissolution du parlement, à une monarchie parlementaire et même dans une moindre mesure à une assemblée constituante.

Les autorités ne sont pas intervenues et les marches se sont déroulées dans de bonnes conditions: les jeunes initiateurs, les militants de gauche et une frange des islamistes se sont organisés pour éviter tout jet de pierres et autre forme de violence inutile. Cela n'a pas empêché des jeunes des quartiers populaires de s'attaquer aux signes de richesse extravagante et du capital prédateur comme Amendis, la société filiale de Veolia, qui gère la distribution de l'eau et de l'électricité dans les grandes villes du Nord. Ces jeunes ont aussi attaqué les symboles de l'oppression comme les commissariats de police. Utilisant ces incidents violents, le pouvoir et les partis politiques qui le soutiennent ont mené une très forte campagne médiatique pour discréditer la lutte pour la démocratie et tenir le peuple à l'écart du mouvement.

Ce mouvement n'est pas sorti du néant, le Maroc avait connu une montée des luttes populaires contre la cherté de la vie en 2006-2008 et des mobilisations massives dans les régions délaissées comme à Tata, Bouarfa et Sidi Ifni – Ait Baamran. Ajoutons à cela l'existence d'un mouvement de jeunes diplômés chômeurs ainsi qu'un assez fort mouvement étudiant dans quelques-unes des universités.

Mais l'inédit c'est le caractère politique du mouvement 20 février. C'est la politisation accélérée d'une jeune génération sous l'effet des processus révolutionnaires au Maghreb et dans la région arabe.

La lutte pour la démocratie au Maroc a été, durant les 4 dernières décennies, placées sous l'hégémonie de forces réformistes bourgeoises, politiquement libérales et non démocratiques (au sens d'une rupture radicale avec le pouvoir): le parti Istiqlal représentant une frange de la grande et de la moyenne bourgeoisie, et l'Union Socialiste des Forces Populaires (USFP) dont le noyau dur est formé d'intellectuels

bourgeois avec une courroie de transmission vers le mouvement syndical. Cela permettait d'utiliser le syndicalisme pour mettre un peu de pression sur le régime mais sans risquer une action ouvrière autonome. La nature de classe de ces forces hégémoniques dans l'opposition faisait qu'elles ne luttaient pas réellement contre la monarchie absolue – elles n'ont jamais appelé à descendre dans la rue pour la démocratie - mais cherchaient plutôt des compromis et des miettes de pouvoir. Elles sont assez réalistes pour comprendre qu'un vrai changement nécessite un mouvement de masse, et cela c'est ce qu'elles craignent le plus.

Donc l'appel à manifester à une échelle nationale pour des revendications politiques est qualitativement nouveau. C'est du jamais vu depuis les premières années d'après l'indépendance.

### **La montée révolutionnaire en Tunisie, en Egypte et maintenant en Lybie a-t-elle un impact dans l'ensemble de la population marocaine ou bien seulement dans la jeunesse ?**

Toute la population marocaine est secouée par l'onde de choc tunisienne et maintenant arabe. Cela est tout à fait dans la nature des choses étant donné les liens historiques de lutte et de destin commun entre le Maghreb et l'Orient arabe. Ce que les masses populaires ont vu à la télévision depuis que Bouazizi s'est immolé a suscité l'enthousiasme et la confiance en soi. Beaucoup de mouvements revendicatifs ont pris de l'élan, notamment celui du droit au logement. Le vent qui souffle de l'Est va aviver la braise sociale encore plus.

### **Quelle position les partis politiques officiels et les syndicats ont-ils pris à la suite de l'appel à manifester lancé par les jeunes?**

Il existe au Maroc trois types de partis qui soutiennent le despotisme. D'une part les partis issus du mouvement national (lutte pour l'indépendance): en premier lieu l'Istiqlal et l'USFP. Ces deux partis participent actuellement au gouvernement de façade aidant ainsi à faire passer les politiques du Fonds Monétaire International et de l'Union Européenne. Viennent ensuite les partis du Palais, dont le plus récent est le parti Authenticité et Modernité (PAM), dirigé par l'une des personnalités les plus proches du roi. Enfin une frange des intégristes qui joue l'opposition dans les institutions (Parti de la Justice et du Développement) mais qui de fait appuie le néolibéralisme et la monarchie. Tout ce beau monde était contre le mouvement du 20 février qui risquait, selon eux, de porter atteinte à la stabilité du pays.

Les forces politiques qui ont soutenu l'appel à manifester le 20 février vont d'une formation modérée réformatrice, le Parti Socialiste Unifié PSU), qui revendique une monarchie parlementaire (un roi qui règne sans gouverner) aux islamistes radicaux (Justice et Spiritualité) qui contestent la légitimité de la monarchie, en passant par la gauche radicale et révolutionnaire c'est à dire le parti Voie Démocratique, issu du mouvement marxiste-léniniste, le courant Almounadil-a et d'autres groupes surtout dans l'université.

Quant aux syndicats ouvriers, ils sont en grande partie sous l'emprise de bureaucraties liées aux partis réformatrices comme la CDT (Confédération Démocratique du Travail) ou au palais, et c'est le cas de l'UMT (Union Marocaine du Travail). Les directions des deux centrales syndicales se sont abstenues de soutenir les jeunes du 20 février. Néanmoins certaines sections de la CDT ont contesté la position officielle et ont appelé à manifester dans quelques villes. Aussi au sein de l'UMT de rares fédérations combattives ont fait de même. Ce n'est après la réussite des manifestations du 20 février que la direction nationale de l'UMT a publié un communiqué de soutien ...verbal.

### **Quelle est la réaction du pouvoir ? Existe-il un espace pour plus de libertés démocratiques ?**

Devant l'ampleur inédite des manifestations, le pouvoir a immédiatement orchestré une campagne de dénigrement contre le mouvement 20 Février en utilisant les quelques incidents survenus après les manifestations. Il a aussi essayé de minimiser l'importance du mouvement en prétendant que le nombre de manifestants n'a pas dépassé à l'échelle nationale 37.000. A Agadir, où j'ai participé, il n'y avait pas moins de 10.000 manifestants dont les deux tiers ont marché 10 Km, d'Inezgane à Agadir. Les manifestations étaient massives aussi dans des villes comme Fès, Rabat, Tanger et dans la partie Nord du pays.

Le mouvement a continué après le 20 février par des marches et des rassemblements de rue, mais partout la répression a frappé. Le pouvoir a subitement changé d'attitude. Je crois que c'était l'effet de surprise, il n'avait pas pris au sérieux l'initiative des jeunes sur Facebook, et comptait sur ses alliés politiques



traditionnels qui étaient contre le mouvement.

Durant toute la semaine écoulée les jeunes qui distribuaient les tracts ou appelaient à des rassemblements dans la rue ont été arrêtés, quelques-uns seront traduits devant les tribunaux, notamment à Tanger où des actes de pillage et de vandalisme ont eu lieu. La police a laissé faire pour utiliser pour discréditer les manifestants et dissuader les citoyens de toute participation à de prochaines actions politiques dans la rue.

Il règne actuellement un climat de répression. Chaque jour on arrête des jeunes distribuant des tracts ou sur les lieux où s'organisent des rassemblements de protestation. Mais les protestations se poursuivent à un rythme accéléré. Des la région de Beni Mellal, au centre du pays, les obsèques d'une jeune femme qui s'est immolée ont tourné à une manifestation de plus de 10.000 personnes. La grande avenue de la première ville touristique – Marrakech – a été pendant la nuit du 26 février le théâtre d'un sit-in de plus de 3.000 habitants que les autorités voulaient expulser de leur logement. La police a chargé. De violents affrontements ont duré pendant 4 heures et se sont soldés par la victoire des habitants qui ont contraint les autorités à annoncer à la télévision que l'expulsion n'aura pas lieu.

Le pouvoir essaie d'apaiser toute protestation car il y voit une étincelle qui peut mettre le feu à la plaine. La caisse de subvention des produits de première nécessité a été alimentée de 15 milliards de Dirhams (environ 1,5 milliards d'euros) de plus, et les jeunes diplômés qui manifestaient devant le parlement ont obtenu une promesse officielle de la création de 4.000 postes de travail.

### **La revendication de monarchie constitutionnelle reprise par les manifestants est-elle acceptable pour la classe dominante?**

La monarchie parlementaire était depuis des décennies la revendication maximale de l'aile la plus avancée de l'opposition bourgeoise, mais sans mener aucune lutte dans ce sens. La monarchie ne veut rien céder des pouvoirs presque absolus qu'elle détient. Le mouvement du 20 Février n'est point unanime sur cette question. Une frange revendique la démission de l'actuel gouvernement et l'éradication de la corruption, tandis qu'une minorité plus radicale revendique une assemblée constituante pour reconstruire le pays politiquement et socialement.

Evidemment la monarchie ne se lâchera jamais les prérogatives qu'elle s'est attribuée par la constitution d'il y a 50 ans. Seul un mouvement de masse d'une ampleur historique peut l'y contraindre. Et ce genre de mouvement ne s'arrêtera certainement pas à ce seuil, et posera aussi la question sociale. Or la monarchie est aussi le premier acteur économique privé du pays.

### **Les camarades d'El Mounadil-a ont-ils joué un rôle moteur dans ces mobilisations ?**

Nos camarades se sont pleinement investis dans le mouvement actuel, et se sont mobilisés dans la campagne de tracts et dans les universités. Nombre d'entre eux été arrêtés et même blessés.

Notre faiblesse c'est notre taille et notre inexistence dans des régions entières. Evidemment le processus déclenché par le 20 février offre des possibilités inouïes pour le développement des courants révolutionnaires. A nous donc d'être à la hauteur !

**Propos recueillis le 25 février 2011 par Guy Van Sinoy pour le site [www.lcr-lagauche.be](http://www.lcr-lagauche.be)**